

Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danièle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : Budget principal du PNR PL : Décision modificative n°2 « Immobilisations incorporelles »

Votants : 152.7
Pour : 152.7
Abstentions : 0
Contre : 0

Le chapitre 20 en section d'investissement dépenses « Immobilisations incorporelles » du budget principal 2023 du PNR PL est abondé de 25 000 €.

Or, avec la création du site Internet, les différentes campagnes photographiques avec cessions des droits...les prévisions budgétaires de ce chapitre ne sont pas suffisantes.

Il conviendrait de prendre la décision modificative suivante :

Section investissement dépenses :

- Chapitre 23 (immobilisations en cours) - article 2313 (constructions) : - 60 000 €
- Chapitre 20 (immobilisations incorporelles) – article 2051
(concessions, droits similaires) : + 60 000 €

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** la décision modificative présentée ci-dessus ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire
Publié le : **10 OCT. 2023**
La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal CURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

**Objet : Dissolution du budget annexe « LIFE + Nature Margaritifera margaritifera, restauration de la continuité écologique »
LIFE NAT/FR/000506 » et intégration vers le budget principal du
Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin**

Par délibération n°41.2014 en date du 26 juin 2014, le Comité syndical avait approuvé la création d'un budget annexe « LIFE 13 NAT/FR/000506 Préservation de Margaritifera margaritifera et restauration de la continuité écologique de la Haute Dronne 2014/2020 ».

Considérant que le programme européen est aujourd'hui terminé.

Considérant qu'il convient de reprendre dans le budget principal l'intégralité de l'actif, du passif et des résultats du budget annexe LIFE au 1er janvier 2024.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** la dissolution du budget annexe LIFE au 31/12/2023 ;
- **SUPPRIME** le budget annexe LIFE au 1^{er} janvier 2024 ;
- **ACCEPTE** que l'actif, le passif et les résultats soient repris dans les comptes du budget principal du Syndicat mixte au terme des opérations de liquidation ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tous les documents se rapportant à la présente délibération.

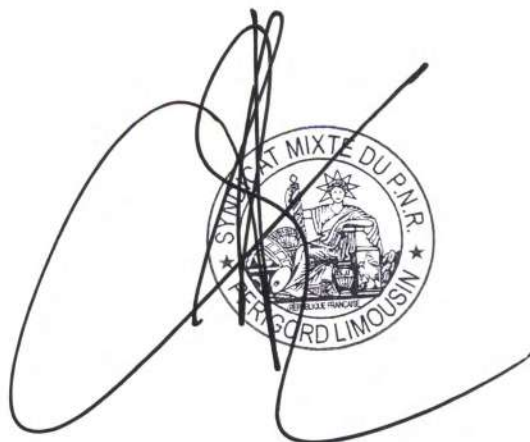
Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

10 OCT. 2023

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal CURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

**Objet : Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin :
mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57
au 1er janvier 2024**

Votants : 152.7
Pour : 152.7
Abstentions : 0
Contre : 0

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter à compter du 1er janvier 2024 la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57 :

-pour le budget principal

-pour le budget annexe « Gestion de l'eau et des milieux aquatiques, la prévention des inondations sur le bassin de la haute Dronne (GEMAPI) »

Fixation du mode de gestion des amortissements et immobilisations en M57 : elle fera l'objet d'une délibération spécifique.

Application de la fongibilité des crédits : l'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire.

Une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. L'autorisation de procéder à de tels virements de crédits devra être donnée à l'occasion du vote du budget. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée validant ce budget.

Cela étant exposé,

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)

Vu l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57

Vu l'avis du comptable public en date du 27 juillet 2023 pour l'application anticipée du référentiel M57 avec le plan comptable développé pour le Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin au 1^{er} janvier 2024

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **ADOpte** à compter du 1^{er} janvier 2024, la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée ;
- **ACTE** que la nomenclature budgétaire et comptable de la M57 s'appliquera au budget principal et au budget annexe « Gestion de l'eau et des milieux aquatiques, la prévention des inondations sur le bassin de la haute Dronne (GEMAPI) » ;

- **ADOpte** le vote des budgets par nature avec présentation fonctionnelle et de retenir les modalités de vote de droit commun, soit un vote au niveau du chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement ;
- **AUTORISE** l'exécutif ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

10 OCT. 2023

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danièle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : GEMAPI : Suppression d'emplois (après avis du Comité Social Territorial)

Votants : 152.7
Pour : 152.7
Abstentions : 0
Contre : 0

Vu l'article 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
Vu les articles 18 et 30 du décret n°91-298 du 20 mars 1991,
Vu la délibération 80-2022 créant les emplois afin de mener les étapes nécessaires à la finalisation du PPG et à la mise en place de la compétence GEMAPI
Vu la délibération en date du 29 juin 2023 sollicitant l'avis du Comité social territorial quant à des suppressions de postes vacants,
Vu l'avis favorable du comité social territorial placé auprès du Centre de Gestion de la Dordogne en date du 08 septembre 2023

Considérant la nécessité de supprimer les emplois vacants suivants :

- Catégorie A, Ingénieur principal
- Catégorie B, Technicien Principal 2^{ème} classe et technicien principal 1^{ère} classe

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **SUPPRIME** les emplois de catégorie A, Ingénieur principal, Catégorie B, Technicien Principal 2^{ème} classe et technicien principal 1^{ère} classe ;
- **DECIDE** qu'Après publicité, la présente décision prendra effet à compter du 15 novembre 2023 ;
- **ADOpte** les modifications ainsi proposées ;
- **AUTORISE** la présidente à faire, dire et signer toutes pièces se rapportant à cette affaire ;
- **CHARGE** madame la présidente de la publicité et de l'exécution de cette décision.

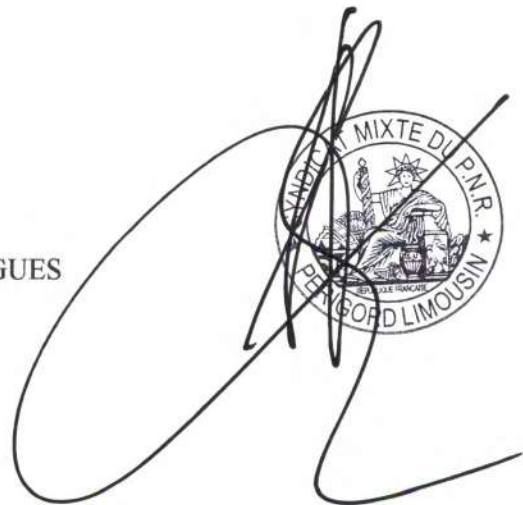
Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

10 OCT. 2023

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danièle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal CURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : Création d'un emploi - pôle « Transition écologique et énergétique »

Votants : 152.7
Pour : 152.7
Abstentions : 0
Contre : 0

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au comité syndical de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures et minutes,

Le programme Life abeilles sauvages comporte 3 postes non permanents (CDD projet) créés lors du comité syndical du 17 juin 2021 : 1 poste de coordination générale et communication, 1 poste de gestionnaire administratif et financier et 1 poste de chargé de mission abeilles sauvages. À la suite de la démission de la chargée de mission Life abeilles sauvages en septembre dernier, un agent Parc permanent du Pôle transition écologique s'est proposé pour conduire ces missions pour la durée du programme. Pour cela, il est nécessaire de créer un emploi permanent « Chargé de mission Life abeilles sauvages » relevant de la catégorie B et par conséquent de supprimer l'emploi « Chargé de mission Natura 2000 Nizonne et Zones Humides » occupé précédemment par l'agent afin de rester à effectifs constants.

Il s'agit donc de procéder à la création d'un emploi permanent Technicien, grade technicien principal 1ère classe à temps complet (35 heures), à compter du 1er janvier 2024.

À ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emploi des techniciens au grade technicien principal de 1ère classe relevant de la catégorie hiérarchique B,

L'agent affecté à cet emploi aura la charge des fonctions suivantes :

Réalisation des inventaires annuels (état initial et suivis) des abeilles sauvages,

Inventaire des potentiels d'habitats (ressources alimentaires, sites de nidification)

Programmation, mise en œuvre, suivi et évaluation de travaux de génie écologique sur les espaces à haute valeur biologique

Programmation, mise en œuvre, suivi et évaluation de travaux de restauration/recréation de corridors écologiques favorables aux abeilles sauvages,

Animation dans une démarche participative d'un projet d'accompagnement de collectivités locales à un changement de pratique

Participation aux groupes de travail thématiques du projet

Co-organisation et participation aux journées d'échanges et de restitution des acteurs du programme

Création d'outils de sensibilisation et de communication en lien avec le projet (soirées évènementiels, livre...)

Rédaction de documents destinés à la valorisation du projet

Rédaction des bilans techniques et financiers annuels

Pour la création de ce poste, la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

Madame la présidente propose de modifier le tableau des effectifs à compter du 1er janvier 2024 pour intégrer la création demandée.



Les effectifs du personnel seront fixés comme suit : tableaux en annexe

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** la création d'un emploi permanent de technicien, grade technicien principal 1ère classe à temps complet (35 heures), à compter du 1er janvier 2024 ;
- **MODIFIE** par conséquent le tableau des effectifs à compter de cette même date ;
- **DECIDE** d'inscrire au budget primitif 2024 les crédits correspondants aux chapitres prévus à cet effet.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire **10 OCT. 2023**
Publié le :
La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Envoyé en préfecture le 11/10/2023

Reçu en préfecture le 11/10/2023

Publié le

ID : 024-258728534-20231004-74_2023-DE

Berser
Levrault

PARC NATUREL RÉGIONAL PÉRIGORD LIMOUSIN

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

							Poste vacant depuis le	Poste occupé		
	Grade	Cat	Catégorie Emploi	Durée hebdo. du poste	Missions pour information (les missions peuvent être modifiées pour une nouvelle affectation de l'emploi créé)	Statut (Stagiaire, titulaire, contractuel)		Temps de travail en %		
	Filière Technique (service technique)									
	Ingénieur hors classe	A	Permanent	35H00	Directeur adjoint		Titulaire	100		
	Ingénieur Ppal	A	Permanent	35H00	Responsable pôle animation territoire durable	Dispo 3 ans	Titulaire	80		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Chargé mission Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gémapi)		Titulaire	100		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Chargé mission transition énergétique		Titulaire	100		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Paysage urbanisme innovation territoriale		CDI	100		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Agriculture durable, circuits courts		CDI	90		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Education environnement projets pédagogiques		CDI	100		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Zones humides		CDI	100		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Biodiversité		CDI	100		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Animation Natura 2000		CDI	100		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Étangs		CDI	100		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Révision de la Charte et gestion forestière		CDD	100		
	Ingénieur	A	Permanent	35H00	Education environnement projets pédagogiques		CDD	100		
	Ingénieur	A	Non permanent	35H00	Transition énergétique		CDD	100		

Envoyé en préfecture le 11/10/2023

Reçu en préfecture le 11/10/2023

Publié le CDD projet

ID : 024-258728534-20231004-74_2023-DE

Berser
Levrault

	Ingénieur Ingénieur	A A	Non permanent Non permanent	35H00 35H00	Coordonnatrice et chargé de mission Life Bees Chargé de mission Life Bees				
	Technicien Ppal 1C Technicien Ppal 1C	B B	Permanent Permanent	35H00 35h00	Chargé de mission zones humides Nizonne Chargé de missions écologique et énergétique	31/12/2023	Titulaire Titulaire	100 100	
	Technicien Technicien	B B	Non permanent Non permanent	35H00 35H00	Gestion zones humides Gestion zone Natura 2000 Nizonne et des Paec		CDD projet CDD projet	100 100	
	Adjoint technique Ppal 2C	C	Permanent	12H00	Agent d'entretien des locaux intérieurs		Titulaire	100	
	Adjoint technique Ppal 2C	C	Permanent	20H00	Agent polyvalent d'entretien des extérieurs		Titulaire TH	100	

Délibération n°75-2023

Comité Syndical du 4 octobre 2023 à Piégut-Pluviers

Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal CURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISQU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : Création de deux emplois en contrat de projet

Votants : 152.7

Pour : 152.7

Abstentions : 0

Contre : 0

Délibération n°75-2023**Comité Syndical du 4 octobre 2023 à Piégut-Pluviers**

En 2022, le Comité syndical a adopté l'engagement du Parc dans la gestion du site Natura 2000 Nizonne pour une durée de trois ans couvrant la période 2023 à 2025 et le budget associé (délibération n°112-2022 et 126-2022 et, nous avons également acté un Projet agri environnemental à l'échelle du Parc pour la période 2023 à 2027 (délibération n°127-2022).

Lors des Comités syndicaux du 31 janvier 2023 et du 26 avril 2023, le Comité syndical a validé l'engagement du Parc dans le CTMA Vienne Médiane et le recrutement d'1/2 ETP en contrat de projet pour répondre efficacement à ce travail partenarial avec les financements associés (délibération n°05-2023 et 46-2023).

Les engagements du Parc dans les différents programmes exposés ci-dessus et un mouvement de personnel ces derniers mois ont nécessité une adaptation dans la création et l'émergence de deux contrats de projets en lien avec la préservation des zones humides, la gestion de Natura 2000 et l'animation des mesures agri environnementale.

Pour répondre à ces besoins, il convient de pouvoir recruter en contrat de projet deux missions : la première en faveur de la préservation des zones humides dans le cadre des missions de la Cellule d'Assistance Technique Zones Humides, la seconde pour la continuité de l'animation du site natura 2000 et la gestion des MAEC. Comme exposé, le financement de ces deux missions sont couverts par des contrats signés par le Parc et ses partenaires.

Pour la gestion des zones humides :

Il convient de procéder à la création d'un emploi non permanent de Technicien chargé de mission zones humides à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35 h à compter du 1^{er} janvier 2024 relevant de la catégorie hiérarchique B, afin de mener à bien le Contrat Territorial Milieux Aquatiques (CTMA) du bassin de la Vienne médiane et de ses affluents et plus particulièrement les actions relatives aux zones humides, le développement des actions dans le cadre des financements de la CATZH liées à l'agence de l'eau Adour Garonne.

Cet emploi est créé pour la durée couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2026 inclus.

L'agent recruté sur cet emploi aura la charge de l'animation de la Cellule d'Assistance Technique Zones Humides et Étangs (CATZHE) sur les bassins versants Gorre et Graine, dans le cadre de ce CTMA contrat avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne pour ½ ETP, et sur le bassin de la Nizonne et de la Valouze dans le cadre du contrat avec l'Agence de l'eau Adour-Garonne pour ½ ETP. Cette mission d'animation se répartira selon les deux volets suivants :

- L'animation territoriale : l'animation d'un réseau de gestionnaires ; l'accompagnement pour la prise en compte des zones humides dans les documents de planification du territoire (documents d'urbanisme, SAGE, SDAGE, PCAET, PAEc, ...), la production d'avis pour des projets impactant les zones humides, l'accompagnement de maître d'ouvrages, la réalisation d'animation pour tous les publics (scolaires, grand public, élus, ...) ; la production d'outils de communication ;
- Le conseil technique : la réalisation de visites et le conseil auprès des propriétaires de zones humides, le conventionnement et la réalisation de notices de gestion pour les

propriétaires de zones humides ; le montage de dossiers de financement et l'assistance technique auprès des propriétaires pour restaurer des écosystèmes fonctionnels.

L'agent sera recruté dans le cadre d'un contrat de projet, visé à l'article L332-24 du Code Général de la Fonction Publique, d'une durée de trois ans renouvelable dans la limite du projet.

La rémunération de l'agent sera calculée dans une fourchette de rémunération comprise entre l'indice brut 389 majoré 368 et l'indice brut 597 majoré 503 (la rémunération de l'agent est fixée selon les modalités de l'article 1-2 du décret 88-145 à savoir les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience professionnelle).

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget du syndicat mixte.

Pour la gestion de la zone Natura 2000 Nizonne et des PAEC :

Il convient de procéder à la création d'un emploi non permanent de Technicien chargé de mission natura 2000 Nizonne (3/4 ETP) et gestion des MAEc (1/4 ETP) à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35 h à compter du 1^{er} janvier 2024 relevant de la catégorie hiérarchique B, afin de mener à bien ces missions dans le cadre de la gestion du site Natura 2000 Nizonne et de l'animation du Projet agri environnemental du PNR.

Cet emploi est créé pour la durée couvrant la période du 01/11/2024 au 31/10/2026 inclus.

L'agent recruté sur cet emploi aura la charge de l'animation du site natura 2000 pour 75% du volume horaire annuel de son temps pour assurer les principales actions suivantes :

- informer les propriétaires et exploitants agricoles ;
- mettre en œuvre les mesures contractuelles (Mesures agro-environnementales, contrats Natura 2000...) ;
- porter assistance technique et scientifique aux porteurs de projets du territoire et rendre des avis à la demande des services instructeurs ;
- favoriser la cohérence des politiques publiques et outils de planification (documents d'urbanisme...) avec le document d'objectifs ;
- animer le comité de suivi.

L'animation des PAEC pour 25% du volume horaire annuel se scinde en deux actions distinctes :

- Temps d'animation pour l'élaboration des diagnostics individuels et plans de gestion dédiés
 - Temps de coordination, temps préalables aux diagnostics et plans de gestion.
- L'agent sera recruté dans le cadre d'un contrat de projet, visé à l'article L332-24 du Code Général de la Fonction Publique, d'une durée de 3 ans renouvelable dans la limite du projet.

La rémunération de l'agent sera calculée dans une fourchette de rémunération comprise entre l'indice brut 389 majoré 368 et l'indice brut 597 majoré 503 (la rémunération de l'agent est fixée selon les modalités de l'article 1-2 du décret 88-145 à savoir les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience professionnelle).

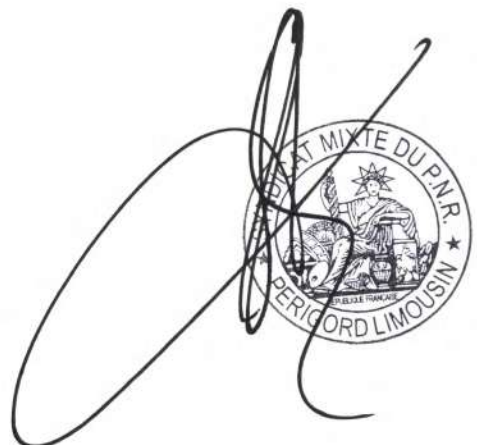
Les crédits nécessaires seront inscrits au budget du syndicat mixte.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** la création la création des deux emplois dans le cadre décrit ;
- **AUTORISE** la présidente à procéder au recrutement ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire **10 OCT. 2023**
Publié le :
La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COUNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : Rôle, missions et fonctionnement du conseil scientifique du Parc naturel régional Périgord-Limousin

Votants : 152.7
Pour : 152.7
Abstentions : 0
Contre : 0

Fondement du conseil scientifique du PNRPL.

Les statuts du syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin prévoit dans son chapitre consacré aux organes consultatifs (alinéa 1.2.3.) la création d'un conseil scientifique (alinéa 1.2.3.4.) ainsi définit :

« Il est constitué, auprès du Comité syndical, un organe consultatif dénommé « Conseil scientifique du Parc naturel régional Périgord-Limousin ».

Le Comité syndical délibère sur la création et la composition du Conseil scientifique qui est composé de membres qualifiés par leurs compétences scientifiques reconnues dans diverses disciplines en relation avec les problématiques traitées par le Parc.

Le Conseil scientifique remplit des missions de réflexion, de conseil et de proposition auprès du/de la Président(e) et du Comité syndical. Il participe à l'analyse et à l'expertise des enjeux scientifiques liés aux décisions du Parc.

Il peut être saisi par le/la Président(e) du Parc ou s'autosaisir sur toute question relative à la mise en œuvre de la Charte du Parc.

Le Conseil scientifique se dote d'un règlement intérieur pour préciser son fonctionnement. »

Ainsi, le comité syndical d'un Parc doit se doter d'un conseil scientifique du Parc naturel régional Périgord-Limousin pour :

- Bénéficier de la participation de scientifiques au processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de la charte, notamment en y introduisant une **dimension prospective**,
- Disposer d'un **système d'alerte** sur des sujets liés aux missions et objectifs fondamentaux du Parc, et d'un **cadre méthodologique** de ses actions.
- Orienter et faciliter la production de connaissances nouvelles et/ou la **mobilisation des acquis de la recherche** pour l'action territoriale.
- Renforcer la lisibilité sur son territoire de la **5^e mission des Parcs relative à l'expérimentation et la recherche**, en développant les relations du Parc avec les milieux scientifiques.
- Stimuler, en identifiant les enjeux et en mettant en œuvre une expertise collective, la **capacité d'innovation du Parc**, et l'appuyer dans son **rôle de repérage et d'accompagnement de l'innovation** portée par les acteurs territoriaux.

Missions et attributions du conseil scientifique

La mise en place d'un conseil scientifique doit être définie soigneusement, notamment au regard des responsabilités du comité syndical. Le conseil est placé auprès du comité syndical, et doit donc travailler avec lui pour le Parc. Son autonomie garantit la liberté de ses travaux. Le cadre de cette autonomie doit être connu de tous.

Le conseil scientifique est un organe consultatif du Parc. Il est là pour l'aider à progresser. Il adhère à ses valeurs. **La fidélité et la loyauté indispensables n'interdisent toutefois ni l'indépendance ni l'esprit critique.**

Il est d'abord appelé à répondre à des sollicitations et saisines du Parc. En donnant son avis sur des orientations, des programmes précis, en apportant son regard et ses compétences, il contribue à co-construire, à évaluer, à suivre le projet de territoire détaillé dans la Charte de Parc, le plan Parc ;

Il peut également s'**autosaisir**. Force de proposition, lanceur d'alerte syndical, il éclaire le Parc et ses structures sur des enjeux qui lui paraissent importants. Dans ce cadre, le conseil scientifique peut remplir quatre missions principales : éclairage, expertise, recherche, pédagogie :

- **Eclairage** : mise en discussion scientifique, (technique et éthique) et apport d'un **regard scientifique collectif** sur les enjeux auxquels est confronté le territoire et sur les grandes orientations prises par le Parc pour répondre à ces enjeux, en utilisant entre autres les démarches prospectives ;
- **Expertise** : utilisation des connaissances scientifiques et/ou techniques afin d'apporter un **avis scientifique ou des éléments de réponse collective** aux questions que se pose le Parc ou sur des avis qui sont demandés au Parc (avis réglementaire, ou de personne publique associée par exemple) ou encore sur des projets de recherche ou d'actions soutenus par le Parc ;
- **Recherche** : production d'une réflexion scientifique territorialisée en mobilisant les acquis de la recherche, veille scientifique sur les enjeux émergents et traduction de ces enjeux en question à poser aux organismes de recherche, mise en œuvre l'activité de recherche proprement dite ; le conseil scientifique est alors une interface, pour aider à la co-construction, entre le Parc et les chercheurs, de programmes de recherche. Au titre de cette mission, il doit aider le Parc à faire l'inventaire des travaux scientifiques (thèses, articles, mémoires de master...) concernant son territoire pour mieux valoriser son patrimoine et son action ;
- **Pédagogie** : contribution à faire connaître et valoriser les apports de la recherche au territoire, à promouvoir la culture scientifique et technique, participation à la mission du Parc en matière d'éducation, information, sensibilisation des citoyens et des acteurs du territoire.

Les conditions de la consultation du conseil scientifique, et surtout de son auto-saisine doivent être définies et connues du comité syndical, pour ne pas être la cause de dysfonctionnements avec les autres structures de gouvernance du Parc. Il n'est pas envisagé à ce stade une expression autonome du Conseil scientifique à moins que l'Exécutif du Parc la sollicite expressément.

Cela nécessite, de la part du Parc, une vision très claire de ce qu'il attend de son conseil scientifique. Cette vision doit naturellement être discutée et partagée avec le conseil scientifique lui-même.

Un programme de travail du conseil scientifique sera élaboré, entre le conseil scientifique et les autres instances du Parc **pour la durée de son mandat**. Cette démarche, permettra de cadrer les objectifs et les moyens financiers du conseil scientifique.

Composition du conseil scientifique

Les attributions du conseil scientifique conduisent à considérer qu'il doit être pour l'essentiel constitué de scientifiques, c'est à dire de chercheurs reconnus par leurs pairs, ou d'experts capables de comprendre et d'accompagner une démarche scientifique. S'il peut

parfois apparaître opportun d'intégrer au conseil scientifique qu'amateurs éclairés sensibles à l'approche scientifique, ceux-ci resteront très minoritaires.

Les membres du conseil scientifique ne pourront pas occuper un mandat d'élus dans une collectivité membre du syndicat mixte Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Le conseil scientifique du Parc naturel régional Périgord-Limousin sera constitué d'environ une **quinzaine de membres, plutôt scientifiques (chercheurs, enseignants chercheurs, experts), de préférence encore en activité et désignés intuitu personae en fonction de leur spécialité.**

Les domaines de recherche ou d'expertise au regard des enjeux sur lesquels le Parc souhaite mobiliser le conseil, en recherchant un bon équilibre entre sciences de la vie et de la terre et sciences humaines sont :

- Milieux aquatiques de tête de bassin versant ;
- Biodiversité des systèmes agricoles en polyculture élevage notamment en prairies permanentes ainsi que la biodiversité des milieux forestiers ; les services écosystémiques
- Pédologie
- Géologie interface bassin sédimentaire/contrefort massif central
- Archéologie médiévale et moderne
- Histoire industrielle ;
- Histoire environnementale
- Sociologie des territoires ruraux
- Droit et société, conflictualité des évolutions
- Urbanisme et ruralité
- Architecture rurale et industrielle,
- Paysage et énergie
- Economie rurale et développement local
- Culture et développement local
- Alimentation et territoire (PAT, label et développement durable)
- Santé par l'environnement
- Utopisme et Société
- Pédagogie et sensibilisation : l'accompagnement au changement
- Réciprocité urbain/rural

Le choix des membres d'un conseil scientifique doit tenir compte de cinq critères importants :

- la pertinence des **domaines de recherche ou d'expertise** de chacun au regard des enjeux sur lesquels le Parc souhaite mobiliser le conseil, en recherchant un bon équilibre entre sciences de la vie et de la terre et sciences humaines ;
- la capacité à être des **hommes et des femmes de réseau**, capables de mobiliser la communauté scientifique (enseignement supérieur et organismes de recherche) dans leur domaine d'intervention ;

Durée du mandat du conseil scientifique

La durée du mandat au Conseil scientifique couvrira la fin de la mise en œuvre de la deuxième Charte du Parc c'est-à-dire de 2023 à 2026, ce mandat pourra être prolongé en fonction des délais d'approbation de la nouvelle Charte de Parc.

Pour la Charte de Parc 2026-2041, il est proposé de fixer une durée du mandat du conseil scientifique à 7 ans soit mi-Charte et qu'il puisse être reconduit 7 ans de plus.

Relations fonctionnelles entre le conseil scientifique et le Parc (élus et techniciens)

Relations avec le comité syndical :

Il est fondamental d'entretenir le lien entre élus et scientifiques, pour mieux se connaître, partager les besoins et attentes réciproques, identifier les difficultés et les décalages, et ainsi désamorcer les conflits éventuels.

Pour ce faire, un **élu référent** du comité syndical, présent à tout ou partie des réunions du conseil scientifique sera désigné par le Parc. Le président du conseil scientifique sera invité au comité syndical.

Le conseil scientifique informe le comité syndical de ses travaux, de ses réflexions, a minima une fois par an.

Organisation du conseil scientifique et relations avec l'équipe technique du Parc :

L'organisation et le secrétariat des réunions du conseil scientifique seront assurés par un agent du Parc.

Les agents du Parc **référents** au conseil scientifique seront le directeur adjoint responsable du pôle transition écologique et énergétique, le chargé de mission biodiversité et la chargée de mission renouvellement de la Charte. Ces trois référents sont des interlocuteurs privilégiés mais non exclusifs. Leur rôle doit être transversal, afin qu'ils soient en capacité de mobiliser tout ou partie de l'équipe du Parc en fonction des sujets traités par le conseil scientifique, et de veiller à une bonne articulation de ce conseil avec les commissions mises en place par le Parc.

Le directeur adjoint référent assure l'interface entre le président du conseil scientifique et l'élu référent pour garantir une animation efficace des travaux, lors des réunions mais aussi entre elles.

Financement :

Un budget, afin de faire face aux dépenses liées aux réunions plénières d'éventuels groupes de travail ponctuels ou structurels sera alloué par le Parc au comité scientifique.

Le temps consacré à l'organisation et au suivi de l'activité du conseil scientifique par les agents référents sera intégré dans leur plan de travail et budgété dans le coût salarial.

Les financements spécifiques, pour favoriser la structuration du programme de travail, la diffusion/valorisation des résultats de la recherche, voire le cofinancement de certains travaux de recherche seront proposés dans le contrat de Parc et les programmes d'actions annuels selon les orientations de la Charte.

Règlement intérieur :

Le conseil scientifique se dotera d'un règlement intérieur, pour expliciter l'ensemble de ses modes d'organisation et de fonctionnement, ainsi que ses relations avec les autres structures de gouvernance du Parc. Les membres du conseil scientifique adopteront ce règlement intérieur.

- la **largeur de vue**, en privilégiant les scientifiques capables d'identifier des problématiques pas forcément perceptibles à l'échelle du territoire ;
- des **qualités humaines** d'ouverture et de curiosité, de respect et d'écoute, et bien sûr de rigueur, pour contribuer harmonieusement à la vie et à la productivité collectives du conseil ;
- une sensibilité, voire une bonne connaissance des **outils et méthodes prospectives**.

Un conseil scientifique ainsi constitué n'est **pas une enceinte fermée**. Il peut au contraire, en tant que de besoin et en mobilisant ses réseaux, inviter ponctuellement un spécialiste, constituer des groupes de travail plus ouverts, etc. Pour faciliter l'organisation de son travail, le conseil scientifique peut se doter d'un bureau composé, si possible, de représentants de différentes disciplines.

Désignation des membres et du président du conseil scientifique

Dans le souci d'équilibrer les relations du conseil scientifique avec le Parc et son comité syndical, le conseil scientifique est composé de personnes désignées par le comité syndical sur proposition de l'équipe technique du Parc. Les membres du conseil scientifique éliront en leur sein leur président, qui sera ensuite proposé pour validation au comité syndical.

Des scientifiques intéressés pour intégrer le conseil scientifique se sont proposés pour constituer un groupe de travail chargé de créer le futur conseil scientifique :

- **Olivier Legall**, Directeur de Recherche INRAe et président du Conseil de l'Office Français de l'Intégrité Scientifique
- **Gilles Guibaud**, Directeur E2Lim – Eau et Environnement Limoges UR 24133 - Université de Limoges
- **Guy Costa**, MCF-HDr, Comité de suivi SylvaLIM - Université de Limoges
- **Monica Cardillo**, Maître de conférences, Histoire du droit et des institutions - Université de Limoges

Ils seront assistés dans leur démarche par :

- **Beatrice Compère**, Université de Limoges - direction de la formation continue et apprentissage
- **Frédéric Serres**, Université de Limoges
- **Benoit Sautour**, Professeur HDR UMR CNRS 5805 EPOC – OASU Université de Bordeaux coordinateur scientifique réseau Futurs-act
- **Frédéric Dupuy**, directeur adjoint PNRPL
- **Arnaud Six**, chargé de mission biodiversité PNRPL
- **Laure Martin-Gousset**, chargée de mission révision de la Charte PNRPL

L'objectif de ce groupe de travail est de construire un conseil scientifique du PNRPL opérationnel pour le premier trimestre 2024.

Reconnaissance et valorisation de l'action du conseil scientifique

Le conseil scientifique sera un élément significatif de la gouvernance du Parc. Il sera sollicité pour fournir des avis et des éclairages notamment dans le cadre de l'évaluation de sa charte en cours, le diagnostic de son territoire d'étude et la construction de sa 3^{ème} charte de territoire pour la période 2026-2041.

Les avis du conseil scientifique devront être pris en compte par les instances délibératives du Parc mais ils n'auront pas un caractère de conformité (ils ne sont pas nécessairement suivis). Il est également important de valoriser la production et les initiatives du conseil scientifique. Cette valorisation peut se traduire par :

- 1 séance du comité syndical consacrée au bilan, aux activités et aux propositions du conseil scientifique ; audition régulière du président du conseil par le comité syndical ;
- Rencontre scientifique, tous les ans ou tous les deux ans, sur les recherches menées sur le territoire du Parc. Participation à des événements tels que Sciences en fête, veillées du Parc, etc.
- Valorisation de travaux intéressant le Parc, sous une forme plus accessible que les publications académiques, sur des supports papier de type « cahiers scientifiques » ou synthèses (4 pages) envoyées à toutes les communes, ou en téléchargement dans le centre de ressources web des Pnr.

Les relations avec le Conseil d'orientation, recherche et prospective (CORP) de la Fédération nationale des PNR.

Afin de conforter la mutualisation des expériences, la Fédération invite chaque année les présidents de conseils scientifiques, ou leurs représentants, à échanger avec le CORP sur leurs pratiques respectives. Ces rencontres ont aussi pour objectif de contribuer à approfondir l'analyse de la plus-value des parcs à l'organisation collective et aux politiques publiques.

Le congrès des Parcs est aussi l'occasion d'une rencontre entre les présidents de conseils scientifiques et les membres du CORP pour permettre une meilleure valorisation des travaux scientifiques, notamment des thèses, concernant les Parcs.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** les modalités proposées pour aboutir à la mise en place du conseil scientifique en 2024 ;
- **DESIGNE** Henri SEEGERs délégué de la commune de Miallet, élu à l'unanimité par l'Assemblée, référent du conseil scientifique du Parc ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

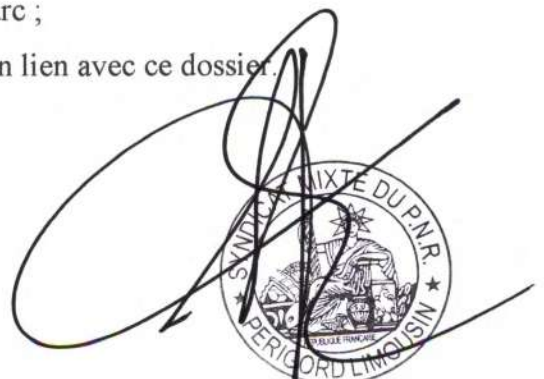
Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

10 OCT. 2023

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COUNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : Convention de partenariat entre PNR PL et le Master « Valorisation du patrimoine et développement territorial » de l'Université de Limoges et de l'EPLFPA d'Ahun pour 2023-24

Votants : 152.7 Pour : 152.7
Abstentions : 0 Contre : 0

La géodiversité est un axe de travail qui n'a pas été abordé par le Parc. Bien que le Parc présente une grande diversité géologique, avec des éléments singuliers à l'échelle régionale et nationale (astroblème de Rochechouart-Chassenon, affleurement de serpentines...), il s'agit d'un sujet nouveau à développer dans le cadre de notre présente Charte et de la Charte à venir.

L'émergence de ce sujet fait suite aux travaux d'inventaire régionaux engagés par la DREAL, avec la rédaction de sites inscrits à l'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN), susceptibles d'alimenter la Stratégie des Aires Protégées. Dans la fiche projet n° 11 du contrat de Parc 2023-2026 que nous avons validé lors du Comité syndical du 26 avril 2023, nous avons convenu de développer les actions suivantes :

- Faire une synthèse des éléments géologiques singuliers du Parc, identifiés dans le cadre d'autres projets
- Editer une carte géologique du Parc
- Imprimer un guide géologique du Parc, avec un chapitre dédié aux curiosités géologiques
- Animer un réseau et développer un plan d'action partagé

Un échange avec les enseignants de l'Université de Limoges a permis de construire un projet d'étude sur le territoire du Parc pour affiner les connaissances sur le patrimoine géologique et identifié ces singularités à travers notamment des sites remarquables. Cette étude requiert une phase de recherche documentaire mais également des prospections sur le terrain.

La présente convention fixe les modalités de partenariat entre l'université de Limoges, l'EPL d'Ahun et le Parc naturel régional Périgord-Limousin pour la période universitaire 2023-2024. Elle prévoit une prise en charge par le Parc naturel régional Périgord-Limousin des frais occasionnés notamment par le déplacement sur le terrain des étudiants de l'EPL d'Ahun à hauteur de 1 800 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget du Syndicat mixte.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **ENGAGE** le Parc dans l'élaboration d'un inventaire des enjeux géologiques de son territoire sur son territoire ;
- **VALIDE** la convention de partenariat annexée avec l'Université de Limoges et l'EPL d'Ahun et d'autoriser une dépense maximale de 1 800 € dans le cadre de l'exécution de cette convention ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

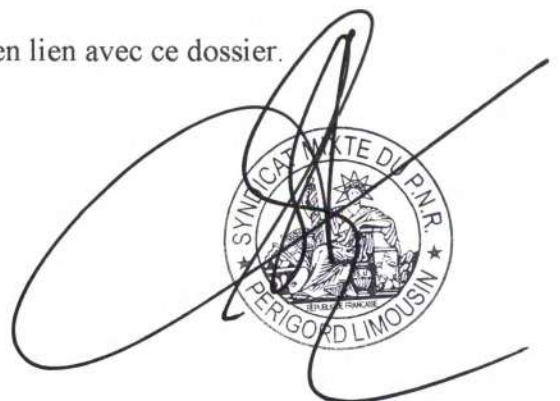
Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

10 OCT. 2023

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES





Convention de partenariat entre le Parc naturel régional Périgord-Limousin et le Master « Valorisation du patrimoine et développement territorial » de l'Université de Limoges et de l'EPLFPA d'Ahun pour l'année universitaire 2023-24

Dans le cadre du Contrat Parc 2023-2026, avec le soutien technique et financier :



La présente convention est établie entre :

PNR Périgord-Limousin

Centre administratif

555 route de l'Ancienne Filature

24450 La Coquille

Représenté par sa Présidente, Madame Anne-Marie ALMOSTER RODRIGUES, ci-après désigné « Pnr »

Et

L'Université de Limoges

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

33 rue François Mitterrand

BP23204

87032 Limoges

Représentée par sa Présidente, Madame Isabelle KLOCK-FONTANILLE, ci-après désignée « Université »

Et

L'établissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole

Le Chaussadis

23150 Ahun

Représenté par sa Directrice, Madame Valérie FERREIRA GOMES, ci-après désigné « EPL »

Ci-après désigné individuellement par « Partie » ou collectivement par « Parties »

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les droits et les obligations des Parties pour une étude sur l'identification et la valorisation du patrimoine géologique du Pnr Périgord-Limousin. L'étude est réalisée par le Master « Valorisation du patrimoine et développement territorial ».

Article 2 – Objectifs de l'étude

La finalité de l'étude est d'affiner les connaissances sur le patrimoine géologique du territoire du Pnr, en identifiant les singularités géologiques et les sites remarquable : contexte territorial, contexte géologique et paysager, intérêt géologique, état du site, dispositifs réglementaires, valorisation, etc. L'étude sera réalisée à la fois dans les secteurs cristallins (nord du Pnr) et sédimentaires (sud du Pnr). Cette étude requiert une phase de recherche documentaire et sur le terrain. Les recherches documentaires s'appuieront notamment sur les études conduites par le Pnr, Réserves naturelles de France (RNF), la Fédération de la Châtaigneraie limousine. A l'issue de ce travail de recherche, des pistes de valorisation pourront être proposées.

Article 3 – Déroulement du projet

Le projet se déroulera au cours de l'année universitaire 2023-24 :

- Automne 2023 : présentation synthétique du projet aux étudiants par le Pnr
- Décembre 2023 et janvier 2024 : journées banalisées – Accueil sur le terrain - Phase 1 recueil de données
- Janvier 2024 : présentation orale du rendu intermédiaire par les étudiants
- Février-Mars 2024 : journées banalisées – Phase 2 recueil de données, rédaction du rapport d'étude
- Mars 2024 : présentation orale du rendu définitif par les étudiants
- Avril 2024 : rendu des rapports d'étude

Les étudiants devront produire un rapport d'étude sur le thème précisé à l'article 1 de la présente convention.

Article 4 – Personnes référentes

Au sein du Pnr, le responsable chargé du suivi des étudiants est : Arnaud SIX, Chargé de mission Patrimoine Naturel.

Au sein du Master, l'enseignant tuteur est : Frédéric SERRE, enseignant et coordinateur de l'antenne du Master sur le site d'Ahun.

Article 5 – Responsabilités

5.1. Dommages aux tiers

Chaque Partie supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires directes ou indirectes de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de

tous dommages corporels ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux effectués dans le cadre de la présente convention.

5.2. Dommages au personnel des Parties

Chaque Partie est responsable suivant les règles du droit commun des dommages de toute natures causés par son personnel au personnel de l'autre Partie. Le personnel de chacune des Parties qui participera aux travaux au titre de la présente convention conserve son statut d'origine quel que soit son lieu de travail.

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont elle relève et procède aux formalités qui lui incombent.

La réparation des dommages subis par ces personnels du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention s'effectue donc à la fois dans le cadre de la législation relative à la sécurité sociale et au régime des accidents du travail et des maladies professionnelles éventuellement applicable et dans le cadre de leur statut propre.

5.3. Dommages aux biens

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention, aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre Partie ou d'un tiers.

5.4. Assurances

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir d'éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

La règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur » s'applique aux organismes publics. En conséquence, ceux-ci garantissent sur leurs budgets les dommages qu'ils pourraient causer à des tiers du fait de leur activité.

Article 6 – Participation financière

Le Pnr participera aux frais de mission engagés par les groupes d'étudiants et les enseignants pour cette action (transport et hébergement). Lors du rendu du rapport finalisé des étudiants, l'EPL d'Ahun établira un état récapitulatif des frais engagés qui seront pris en charge à concurrence de 1 800 € maximum par le PNR et versé sur le compte référencé en annexe.

Le règlement d'opérations sera facturé au printemps 2024 par virement sur le compte de l'EPL d'Ahun.

Article 7 – Engagement des parties

Le rapport d'étude sera remis au PNR en version papier et en version numérique modifiable, les bases de données et les couches SIG seront également mis à disposition du Parc libre de droit. Les trois parties pourront utiliser le rapport d'étude pour toute communication, publication, exposition, insertion dans une banque de données qu'ils jugeront opportunes.

Projet

Fait à Ahun le 2023.

Pour le Pnr Périgord Limousin
**Madame Anne Marie
ALMOSTER RODRIGUES**
Signature (Nom et qualité du signataire)

Pour l'Université de Limoges
Isabelle KLOCK-FONTANILLE
Signature (Nom et qualité du signataire)

Pour le l'EPLFPA d'Ahun
Valérie FERREIRA GOMES
Signature (Nom et qualité du signataire)

Projet

Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danièle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COUNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : Convention de partenariat entre PNR PL et l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse (ENSAT) pour 2023-24

Votants : 152.7
Pour : 152.7
Abstentions : 0
Contre : 0

Les 2 projets agro-environnementaux et climatiques PAEC 2023-2027 déposés par le Parc permettent aux agriculteurs de contractualiser des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC), sur les bases suivantes :

- PAEC Pastoralisme, sur l'ensemble du territoire du Parc (type Prairies Fleuries, mesures sur la diversité floristique des prairies),
- PAEC des bassins versants Vallée de la Nizonne, haute-Dronne, ainsi que sur les bassins versants nouveaux Bandiat, Tardoire, vallée Isle et Colle ; les mesures activées sur les bassins versants portent sur les zones humides, le retard de fauche, la reconversion de terres arables en prairies, et la mesure pollinisateurs (en lien avec le LIFE Abeilles Sauvages).

A cette date, le bilan contractuel de la campagne 2023 est le suivant : 51 exploitations agricoles concernées, 2748 ha de surfaces engagées, pour un engagement comptable de 1 171 214 €. Ces valeurs sont données à titre informative. Une instruction administrative des DDT sur les contrats passés sera opérée prochainement.

Les mesures engagées sont nouvelles, suite à la refonte de la PAC en 2023. Il est demandé au groupe d'étudiants d'engager une démarche d'évaluation sur ce sujet, d'identifier les forces et faiblesses du dispositif, et de préciser des évolutions souhaitables.

Leurs travaux serviront aussi à nourrir la révision de la charte du Parc, en questionnant le territoire sur la politique agro-environnementale du Parc.

La convention annexée fixe les modalités de partenariat entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Toulouse et le Parc naturel régional Périgord-Limousin pour la période 2023-2024. Elle prévoit une prise en charge par le Parc naturel régional Périgord-Limousin des frais de mission occasionnés par le déplacement sur le terrain des étudiants et le versement éventuellement d'une gratification à concurrence de 800 €.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **ENGAGE** le Parc dans une évaluation de projet de la démarche agro-environnementales du Parc avec les étudiants de l'ENSA de Toulouse ;
- **VALIDE** la convention de partenariat annexée avec l'ENSAT et d'autoriser une dépense maximale de 800 € dans le cadre de l'exécution de cette convention ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

10 OCT. 2023

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



CONVENTION DE PROJET PARTENARIAL

(module obligatoire effectué dans le cadre de la scolarité)

Article 1er : La présente convention règle les rapports de l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE AGRONOMIQUE DE TOULOUSE (ENSAT), représentée par son Directeur, Monsieur Pascal LAFFAILLE.

avec

L'Organisme partenaire : **PARC NATUREL RÉGIONAL PÉRIGORD-LIMOUSIN**

Adresse : **La Barde - 24450 LA COQUILLE**

Téléphone : **05 53 55 36 00**

Mail : **info@pnrpl.com**

Représentée par **CHATEAU Fabrice, Directeur**

Téléphone : **05 53 55 36 00**

Mail : **f.chateau@pnrpl.com**

Tuteur organisme partenaire : **SIX Arnaud, Chargé de mission Patrimoine Naturel**

Téléphone : **a.six@pnrpl.com**

Mail : **06 30 12 77 33**

Et les étudiants de l'ENSAT

BARRY Flore, DEMARLE Léa, DINH Noémie, FERNANDEZ Youri, LAVAL Juliette, PIGNÉ Louise, PIQUEE Laurie

Nom du groupe : **PPARC**

Mail étudiant : **ppart.parcnaturel@gmail.com**

Tuteur Ensats : **PEY Benjamin**

Téléphone : **05 34 32 37 55**

Mail : **benjamin.pey@toulouse-inp.fr**

L'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse portera cette convention à la connaissance des étudiants et obtiendra préalablement au début du projet, leur consentement exprès, aux clauses de la convention.

Sujet du projet partenarial : **Évaluer les MAEC mises en œuvre par le Parc en prévision de la rédaction de la charte agro-environnementale**

Article 2 : Le projet partenarial se déroule de la rentrée (septembre) à la fin du premier semestre (mi-janvier) de l'année universitaire en cours, sur des temps spécifiquement dédiés c'est à dire des journées et demi-journées libérées pour permettre aux étudiants de réaliser leurs opérations sur le terrain suivant les besoins du projet.

L'Organisme ci-dessus désigné accepte donc d'accompagner et le cas échéant de recevoir les étudiants dans le cadre du projet partenarial pendant ces temps dédiés au projet mentionnés sur l'emploi du temps des élèves et éventuellement pour les besoins du projet aux dates durant lesquelles il n'y aurait pas d'autres enseignements prévus à l'emploi du temps.

Le programme des déplacements sera précisé dans la lettre de mission et des ordres de mission devront être transmis et enregistrés par l'organisme avant ces déplacements.

Article 3 : Le projet partenarial a pour objet essentiel d'assurer la mise en pratique de méthodes de conduite de projet enseignées à l'école et leur application à une problématique qui corresponde à un réel intérêt pour l'organisme partenaire. Il relève d'un encadrement du groupe d'étudiants conjointement par l'école et l'organisme partenaire.

Article 4 : **Prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement** : l'organisme partenaire s'engage à prendre en charge les frais de déplacement et d'hébergement ainsi que les autres frais liés à la réalisation de la mission.

Article 5 : La **lettre de mission** est établie conjointement par le responsable l'organisme partenaire en accord avec le tuteur de l'organisme, les étudiants, le Directeur de l'École, en fonction du programme général des enseignements.

Article 6 : **Les étudiants**, pendant la durée du partenariat, demeurent étudiants de l'école. Les modalités de liaison entre le Directeur de l'École et le Responsable de l'organisme partenaire durant le stage, sont déterminées par écrit en accord entre le Directeur de l'École et le Responsable de l'organisme partenaire.

Article 7 : Durant leur projet partenarial, les étudiants sont soumis aux **usages et règlements de l'organisme partenaire**, en matière de sécurité et de discipline notamment sauf en ce qui concerne les visites médicales, les horaires et les congés.

En cas de manquement à ces règles, le Responsable de l'organisme partenaire se réserve le droit de mettre fin à la participation au projet de l'étudiant fautif, après avoir prévenu le Directeur de l'École et s'être assuré que celui-ci en a pris acte.

Article 8 : Le secret professionnel est de rigueur absolue, les étudiants prennent donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies par eux pour en faire l'objet d'une publication, communication à des tiers, conférences... sans l'accord de l'organisme partenaire.

A la demande de l'organisme partenaire, un accord de confidentialité peut être joint à la convention, et les travaux à protéger feront alors l'objet d'un additif confidentiel joint au rapport de stage.

Sauf stipulation contraire mentionnée dans l'accord de confidentialité, l'entreprise autorise l'ENSAT à utiliser et diffuser à titre gratuit et exclusif les témoignages vidéo réalisés par les étudiants sur leur expérience acquise dans le projet à des fins de promotion de ses formations.

Article 9 : Les questions d'assurances seront réglées comme suit :

9.1 : Régime général de protection sociale

L'Institut National Polytechnique de Toulouse dont dépend l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse, ouvrant droit au bénéfice du régime **d'assurance sociale des étudiants**, les étudiants remplissant les conditions requises continueront à recevoir, au titre de ce régime, les prestations d'assurance maladie, maternité, ainsi que, éventuellement, les allocations familiales ; dans le cas contraire, lesdites prestations pourront leur être servies s'ils ont la qualité d'ayant-droits d'assurés sociaux au sens de l'article 285 du code de la Sécurité Sociale.

9.2 : Couverture accident de travail

Les étudiants, relevant des dispositions de l'article L.412-8-2a du code de la Sécurité Sociale, sont couverts pour les accidents survenus par le fait ou à l'occasion des projets effectués dans le cadre de leur formation ainsi qu'au cours des trajets conduisant aux lieux de ces projets, dans la mesure où le projet se déroule hors de l'établissement.

En cas d'accident survenu à un étudiant dans le cadre du projet, le responsable de l'organisme partenaire s'engage à faire parvenir le plus rapidement possible au Directeur de l'École toutes les informations nécessaires pour remplir les formalités prévues.

9.3 : Déplacements en France

L'étudiant en projet, qui se déplace en France sur un lieu différent de celui ou de ceux (s'il y en a plusieurs mentionnés dans la convention) de l'organisme partenaire d'accueil pour une mission ordonnée dans le cadre de son stage, est couvert par la garantie « risque accident du travail et accident de trajet ». Pour cela, l'organisme partenaire s'engage à prévenir l'ENSAT de tous déplacements effectués sur des lieux non mentionnés dans la convention.

9.4 : Déplacements à l'étranger

Pour des missions à l'étranger, pendant la durée d'un projet initialement prévu en France, celles-ci doivent impérativement être signalées par écrit à l'ENSAT au moins quinze jours avant la date prévue de départ. Toujours dans le cadre d'une mission à l'étranger, une assurance rapatriement devra être souscrite par l'étudiant.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme partenaire s'engage à cotiser pour la protection de l'étudiant et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident du travail.

9.5 : Déplacements en véhicules pour les besoins du projet

Avant tout déplacement, les étudiants doivent avoir établi un ordre de mission (modèle de l'organisme ou fiche type fournie par l'école) et l'organisme partenaire doit l'avoir enregistré (tampon ou autre accusé de réception).

Utilisation d'un véhicule appartenant à l'Organisme partenaire

Lorsque l'organisme partenaire met un véhicule à la disposition des étudiants, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant en projet.

Utilisation d'un véhicule personnel

Lorsque, dans le cadre de son projet, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule cette utilisation qu'il est amené à faire et le cas échéant s'acquitte de la prime y afférant.

L'étudiant est couvert :

- lors des trajets entre son domicile (ou le domicile qu'il occupe pour les besoins du projet du stage) et chacun des lieux mentionnés (s'il y en a plusieurs)
- lors des déplacements effectués pour les besoins du projet et selon les modalités mentionnées dans cette convention. S'agissant des dommages causés à son véhicule ainsi que ceux qu'il pourrait provoquer (dommages corporels ou matériels à tiers), ceux-ci relèvent de sa police d'assurance personnelle.

9.6 : Responsabilité civile

Les étudiants prennent à leur compte la couverture des risques "responsabilité civile", sauf, si pour ce dernier cas, l'organisme partenaire d'accueil possède déjà une garantie propre à couvrir la responsabilité civile. Le Responsable de l'organisme partenaire contractera une assurance garantissant sa responsabilité civile, chaque fois qu'elle sera engagée.

Article 10 : Au cours du projet partenarial, les étudiants **ne pourront prétendre à aucun salaire**. Toutefois, une **gratification** pourra leur être versée, conformément à la réglementation en vigueur, par le responsable de l'organisme partenaire qui en fixera le montant, indépendamment du remboursement des frais réels supportés par les étudiants à l'occasion et par le fait du projet partenarial.

Lu et Approuvé

A, le

A Auzeville, le 12 juillet 2023

Signature du Responsable de l'organisme partenaire,

P. Le Directeur et P.O.,

Le Directeur des Etudes

Thierry LIBOZ

Nom et signature de l'enseignant tuteur ENSAT

PEY Benjamin



Signature des étudiants,

A Auzeville-..., le 14/07/2023
Tolosane

BARRY Flore, DEMARLE Léa, DINH Noémie, FERNANDEZ Youri, LAVAL Juliette, PIGNÉ Louise, PIQUEE Laurie



Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COUNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : Contrat cadre pluriannuel ADEME

- étude et animation sur l'adaptation au changement climatique

Votants : 152.7
Pour : 152.7
Abstentions : 0
Contre : 0

L'ADEME et le Parc naturel régional Périgord-Limousin ont contractualisé depuis plusieurs années des contrats d'objectifs territoriaux Energie-Climat.

Aujourd'hui, il est proposé que le Parc contractualise avec l'ADEME à travers un contrat cadre 2024-2026. Cette aide de l'ADEME vient en appui aux actions inscrites au contrat de Parc et permettra de soutenir la mission énergie et adaptation au changement climatique.

Ce contrat cadre pluriannuel intégrera pleinement l'étude et l'animation du projet sur l'adaptation au changement du territoire, visant à cibler les enjeux et les actions prioritaires. Cette approche est transversale : évolution du climat, de la ressource en eau, émissions de gaz à effet de serre, impact sur la biodiversité, la forêt, les pratiques agricoles, l'aménagement du territoire, la santé, les paysages comestibles, le tourisme.

Cette étude comportera :

- un état des lieux
- des scénarios « tendanciels » climatiques et analyse des vulnérabilités du territoire à horizon 2040
- un récit prospectif des adaptations à accompagner sur le territoire
- la définition d'une stratégie et d'un plan d'action

Si ce contrat est finalisé et afin d'animer et de suivre cette étude, un poste de chargé de mission « Adaptation au changement climatique » sera proposé en renfort de la chargée de mission énergie.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** le projet de contrat cadre pluriannuel avec l'ADEME ;
- **AUTORISE** la présidente à solliciter l'aide financière de l'ADEME liée à ce contrat cadre 2024-2026 ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

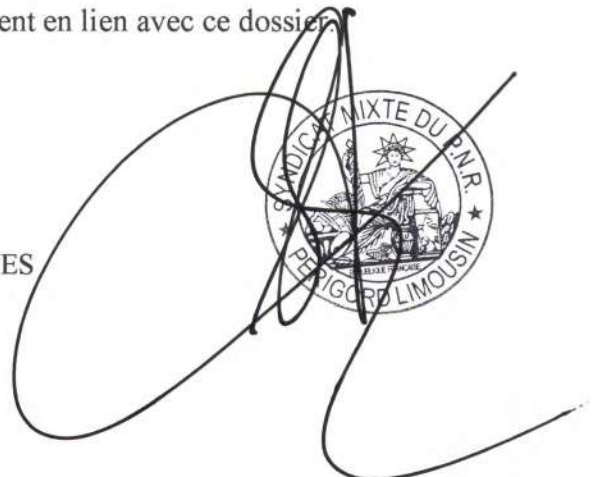
Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

Publié le :

10 OCT. 2023

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Programme 2024 -2026 « adaptation au changement climatique »

1. CONTEXTE ET ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN PERIGORD-LIMOUSIN

Le Parc naturel régional Périgord-Limousin est engagé dans la transition énergétique et écologique, cet engagement se traduit dans sa Charte de Parc 2011-2026 notamment dans son axe II : Préserver la biodiversité du Périgord-Limousin et son axe IV : Lutter contre le changement climatique en Périgord-Limousin. Au cours des différents programmes annuels portant sur l'énergie et le climat, le PNRPL a réalisé une étude Climagri dont l'objectif est de développer une stratégie Energie-Climat destinée à l'agriculture et à la forêt à l'échelle du territoire sur la base de l'utilisation d'un outil de diagnostic créé par l'ADEME qui évalue les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre (GES). Sur cette base, le PNRPL a déployé dans le cadre d'un contrat d'objectif avec l'ADEME, un projet collectif, participatif et citoyen sur les ENR, la calorisation du territoire, l'accompagnement des entreprises vers la valeur Parc et, in fine, préserver un environnement nocturne à la qualité reconnue.

Le Territoire Périgord Limousin est confronté aux défis croissants du changement climatique, tels que l'augmentation des températures, les sécheresses plus fréquentes et les événements météorologiques extrêmes. Ces défis ont des répercussions sur les secteurs clés tels que l'agriculture, la sylviculture, le tourisme et l'aménagement urbain, nécessitant une adaptation proactive.

Ce programme vise à renforcer la résilience du territoire en élaborant et en mettant en œuvre des stratégies d'adaptation sectorielles en conformité avec les exigences de l'Agence de la Transition Écologique (ADEME). Il s'agit également de répondre aux orientations attendues par cette agence pour garantir une approche intégrée et efficace de l'adaptation au changement climatique.

2. PLAN D'ACTION CLIMATIQUE DU TERRITOIRE

Bien que l'action du Parc en faveur de l'adaptation aux changements climatiques soit nécessaire, il n'existe aucune vision globale de la vulnérabilité du territoire ou des actions déjà mises en œuvre et en projet. Afin de cibler les enjeux et les actions prioritaires face au changement climatique, le Parc a lancé un diagnostic de vulnérabilité de son territoire en 2022. Ce diagnostic servira de base à la **réalisation d'un plan d'action qui sera adossé à la révision de la charte** afin d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans les futures actions du territoire.

Cette approche est transversale : évolution du climat, de la ressource en eau, émissions de gaz à effet de serre, impact sur la biodiversité, la forêt, les pratiques agricoles, l'aménagement du territoire, la santé, les paysages comestibles, le Tourisme... Elle s'accompagne d'un volet pédagogique qui permettra pour le Parc d'expérimenter l'accompagnement ciblé de familles du territoire non déjà sensibilisées à ces sujets dans un objectif concret d'aide au changement. L'élaboration de ce plan d'action permettra :

- D'améliorer la connaissance du changement climatique sur le territoire.
- De doter le territoire d'une stratégie opérationnelle
- D'impliquer l'ensemble des acteurs (collectivités, associations, habitants...) en se donnant les moyens de sa mise en œuvre.
- De nourrir l'évolution des PCAET des communautés de communes

- De développer des outils et une méthode pour aider à vulgariser ces sujets et les solutions auprès des habitants

Objectifs sur 3 ans : Plan d'action intégrable dans la prochaine Charte du Parc 2026-2041

Localisation : PNRPL 75 communes, 8 communautés de communes

Temps agent annuel : 1 ETP sur 2 ans = 46 000 € /an

Budget prestation : 98 000 €

- Prestation Bureau d'étude selon cahier des charges : 80 000 €
- Graphiste pour infographie + Communication diverses 10 000 €
- Prestation pour mise en place d'actions dédiées au public de familles via centres sociaux, banques alimentaires... pour aider au changement de pratiques : 4 000 € annuel

3. URBANISME & PAYSAGE

Dans le cadre de l'axe 3 de la Charte du PNRPL visant à valoriser les ressources locales pour un développement durable, le projet Urbanisme & Paysage a été initié. Il a pour objectif de soutenir les territoires du Parc engagés dans la reconquête de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique notamment par le biais de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme opérationnel, de la planification. En effet, les documents d'aménagement et de planification ont un rôle fondamental dans le développement territorial des prochaines années et l'intégration des enjeux de la Charte de Parc dans les projets d'aménagement est primordial notamment la mise en œuvre de mesures nécessaires à l'adaptation et l'atténuation au changement climatique.

La mission Urbanisme & paysage existe depuis 2011 au PNRPL. Elle assure le développement d'un aménagement qualitatif des bourgs (aspects social, patrimonial, paysager, cadre de vie...) qui contient l'étalement urbain (préservation de l'espace naturel et agricole, enjeux de mobilité). La mission propose notamment des réflexions innovantes par un partenariat avec différentes écoles d'architectures et de paysages permettant la réalisation d'**ateliers hors-les-murs** à raison de 1 atelier par an à minima dans les communes volontaires du Parc. Pour cela, la commune accueillante doit avoir un projet en urbanisme de développement ou de redynamisation et être en capacité d'accepter des analyses du programme des étudiants dans des perspectives d'adaptation des cadres de vie en fonction des changements climatiques.

En outre, les élus sont demandeurs de formations rapides et opérationnelles en lien avec les enjeux du territoire pour appréhender les enjeux en lien avec des dynamiques et réglementations globales. Cette acculturation est proposée en lien avec un expert, une association ou un universitaire.

La mission propose également une action sur les Paysages après pétrole pour réfléchir aux paysages souhaités durant la future charte, anticipation des réflexions dès 2024. Cette réflexion portera sur comment anticiper les échéances du développement des énergies renouvelables, les changements de paysages liés aux changements agricoles (variétés, saisonnalité) ainsi que les changements de paysages forestiers. Ce travail pourra s'effectuer dans le cadre de séminaire annuel de 2 jours sur les paysages de demain ou via des ateliers ludiques annuels comme par exemple le jeu "Etape" développé par le Collectif Paysages de l'Après Pétrole.

Objectifs sur 3 ans :

- 2 formations élus par an
- 3 séminaires
- 3 ateliers Hors Les Murs

Localisation : PNRPL 75 communes, 8 communautés de communes + villes-portes

Temps agent annuel : 0,50 ETP sur Urbanisme et Paysage soit 24 700 € /an

Budget prestation : 21 000€

- Prestation d'accompagnement aux ateliers-séminaires 6 000 €/an
- Prestation d'accompagnement aux formations : 1 000 €/an

4. FAVORISER L'ENGAGEMENT CITOYEN POUR ACCELERER LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Afin de développer les compétences dans la transition énergétique et écologique et assurer la sensibilisation et la diffusion de l'information auprès des acteurs du territoire (meilleure maîtrise de la dépense d'énergie et développement d'ENR non carbonées), toutes les actions en lien avec l'axe IV, Lutter contre le changement climatique en Périgord-Limousin, nécessite une montée en compétences des acteurs locaux : agents, élus, professionnels...

Dans cette perspective l'accent sera porté sur les économies d'énergie liées à l'éclairage public et privé en lien avec l'amélioration de la qualité du ciel nocturne :

- Accompagnant les Communes et les Communautés de communes pour améliorer la gestion de leur parc d'éclairage
- Développant des diagnostics d'entreprises et en améliorant le label « Entreprise engagée pour préserver l'environnement nocturne » développé par le PNRPL et porté à l'échelle nationale
- Mettant en valeur de la ressource nuit pour le tourisme (nouveaux sites d'observation, formation des hébergeurs marqués Valeurs Parc)
- Sensibilisant en continu le grand public par des animations : dispositif de Veilleurs d'étoiles, implication des scolaires et du public famille

Les sessions de développement durable et d'adaptation au changement climatique remplissent cet objectif avec l'organisation d'ateliers, de formation et de visites de terrain pour :

- Faire monter en compétences les acteurs locaux (élus, agents, professionnels...)
- Favoriser le partage d'expérience sur et en dehors du territoire
- Mettre en réseau les acteurs du territoire
- Enrichir les débats de la prochaine charte du Parc
- Participer aux PCAET des Communautés de communes

Objectifs sur 3 ans :

- 3 sessions de DD/ an soit 9 sessions
- Accompagner 3 entreprises/an soit 9 entreprises
- Animations grand public
- 67% de la zone cœur du périmètre RICE en conformité avec le plan de gestion de l'éclairage (soit 1489 points lumineux) + accompagner la réduction de nombre des points lumineux sur l'ensemble du territoire

Localisation : PNRPL 75 communes, 8 communautés de communes + villes-portes

Temps agent annuel : 1 ETP Chargée de mission Transition énergétique et Trame noire = 35 500 €/an

Budget prestation : 10 500 € : matériel divers 1 000 €/ an, intervenants externes 2 500 €/an

5. DEPENSES ET FINANCEMENTS

Dépenses prévisionnelles 2024 – 2025 - 2026		Recettes prévisionnelles 2024 – 2025 – 2026	
Coordination et animation – 2,5 ETP	272 600,00 €	ADEME forfait	110 000,00 €
Communication, sensibilisation, prestation externe	129 500,00 €	FEDER NA	233 680,00 €
		Autofinancement Contrat de Parc	58 420,00 €
Total	402 100,00 €	Total	402 100,00 €

Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilynne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COUNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : Identité graphique RICE

Votants : 152.7

Pour : 152.7

Abstentions : 0

Contre : 0

Depuis 2018, le Parc travaille à sa candidature pour obtenir le label « Réserve Internationale de Ciel Étoilé – RICE » délivré par l'association International Dark Sky, association basée aux Etats-Unis. Ce projet constitue un levier essentiel pour lutter contre la pollution lumineuse sur notre territoire, faciliter l'accès à l'observation du ciel étoilé, préserver la biodiversité, réduire les consommations d'énergie et promouvoir l'astro-tourisme.

Dans le cadre de cette candidature, le PNR Périgord-Limousin a collaboré avec le graphiste A. Lemassons Studios, basé à St-Paul-la-Roche, pour créer une identité visuelle représentée par un logo. Ce logo a été conçu de manière à mettre en valeur la beauté de la nuit, en tenant compte des caractéristiques uniques de notre territoire, tout en restant compréhensible par tous. Il intègre plusieurs éléments distinctifs, notamment :

- Une Chouette chèveche et des chauve-souris
- Des Etoiles
- Une Branche de châtaignier
- La Tour de Piégut en élément patrimonial (continuité logo Parc)
- La phrase « Qu'es nuech... » en occitan

Ce logo a été validé par le COPIL RICE en juillet 2023. De plus, lors du comité syndical du 29 juin 2023, la décision a été prise de valider le dépôt de notre candidature auprès de l'International Dark Sky Association. Cette candidature a été soumise le 27 juillet 2023.

IDA a fait part de quelques retours pour compléter notre dossier avant son examen en commission.

Ces retours comprennent les points suivants :

- Fournir des précisions sur les taux de conformité actuels des lampadaires.
- Clarifier la zone cœur et notre méthode pour la définir à travers la carte de pollution lumineuse.
- Compléter le Plan de gestion de l'éclairage en rappelant la législation française en matière d'éclairage.
- Inclure davantage d'images illustrant les menaces liées aux dômes de pollution lumineuse, en détaillant davantage les actions entreprises par les villes voisines.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** l'identité graphique proposée ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

10 OCT. 2023

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilynne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : Demande de financement FEDER AP Nature et transition - Ma commune la Nuit

Votants : 152.7
Pour : 152.7
Abstentions : 0
Contre : 0

Depuis 2021, le Parc naturel régional Périgord-Limousin mène une thématique de la biodiversité nocturne : « **Ma commune la nuit** ».

Le programme Ma commune la Nuit se termine à la fin de cette année. Il a eu pour objectif de reconquérir une qualité de la nuit et des paysages nocturnes, aménager des espaces propices à l'accroissement de la biodiversité nocturne, dans le cadre d'une démarche participative et citoyenne sur 4 communes du Parc. Un séminaire de restitution aura lieu le 9 et 10 novembre prochain à la maison de la Région à Limoges pour que les expériences territoriales, les dernières avancées sur cette question puissent être exposées et débattues. Le programme prévisionnel est d'ores et déjà consultable et nous vous invitons à participer à cet événement.

Lors du comité syndical du 21 octobre 2021, nous avons adopté un plan de financement prévisionnel qui avec la refonte du PO 2021 -2027 du FEDER Nouvelle-Aquitaine, nécessite d'être redéfini aujourd'hui.

Par arrêté la région Nouvelle-Aquitaine a attribué une aide par arrêté n° 2020/10766120 de 44,89% du projet plafonné à 56 703,80. Le complément de financement est assuré par du FEDER Nouvelle-Aquitaine selon les modalités inscrites dans le tableau ci-dessous.

Ainsi, le plan de financement prévisionnel proposé pour la période septembre 2020 à décembre 2023 serait le suivant :

Nature des dépenses	Montant	Recettes	Montant	%
Frais de personnel	66 401,90 €	Appel à projet Nature et Transition 2020 (Région Nouvelle-Aquitaine)	40 750,02 €	23,43%
Frais généraux (15% frais personnel)	10 201,94 €	Feder Nouvelle-Aquitaine	56 703,80 €	32,61%
Frais de mission	4 233,00 €	Financement Parc (autofinancement et Plan d'action)	76 440,30 €	43,96%
Infrastructures et petit matériel	7 724,08 €			
Assistance extérieure	85 333,20 €			
TOTAL	173 894,12 €	TOTAL	173 894,12 €	100,00%

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **ANNULE** la délibération N°59-2021 ;
- **VALIDE** le plan de financement proposé ;
- **AUTORISE** la présidente à déposer une demande de financement FEDER auprès de la région Nouvelle-Aquitaine ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire **10 OCT. 2023**

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGERS, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	3	4	15.3	61.2	137.4
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	45	57	-	137.4	

Objet : Adhésion au Comité d'itinéraire de la Véloroute V93

Votants : 137.4

Pour : 137.4

Abstentions : 0

Contre : 0

Le Parc naturel régional Périgord-Limousin est traversé par plusieurs véloroutes dont certaines sont de véritables facteurs d'attractivité touristique et économique pour les territoires traversés (ex : V92 ou Flow vélo).

Pour rappel, en février 2023, Charente Tourisme a présenté à l'ensemble des acteurs haut-viennois concernés, la possibilité de s'associer à une démarche partagée de promotion touristique de la véloroute n° 93, allant du Lac de Vassivière en Haute-Vienne, à Saint-Nazaire en Loire-Atlantique.

Cette véloroute passe par le territoire du Parc au niveau des Communautés de Communes Ouest-Limousin et Porte Océane du Limousin.

Elle se connecte également avec deux autres itinéraires qui traversent le Parc : la véloroute V737 Rochechouart-Châlus-Dordogne et la V56 - Châlus (voie-verte des Hauts-de-Tardoire).

La V93 traverse 4 Parcs naturels régionaux (Millevaches en Limousin, Périgord-Limousin, Marais Poitevin et Brière) et un en devenir (Gâtine). Leur intégration au Comité d'itinéraire de la V93 a été estimée à 1500€/an/Parc, sur 4 ans.

L'adhésion du Parc au Comité d'itinéraire a été entérinée lors du Comité syndical du Parc du 4 avril 2023 (Cheronnac). Il s'agit à présent de formaliser le partenariat pour les années à venir (2023-26) en vue du développement et de la valorisation de l'itinéraire.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **AUTORISE** la présidente à signer la convention d'adhésion au Comité d'itinéraire;
- **VALIDE** la participation financière du Parc pour un montant de 1500 € par an (2023-26) ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier et à faire exécuter la convention.

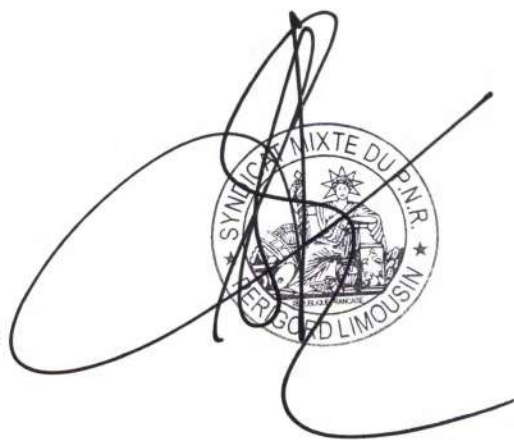
Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

10 OCT. 2023

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



CONVENTION DE PARTENARIAT & DE FINANCEMENT

Mise en tourisme de l'itinéraire cyclable La V93

2023 – 2026

ENTRE :

D'une part,

LE DEPARTEMENT DE LA CHARENTE représenté par Monsieur Philippe BOUTY, Président, dûment habilité à signer, en vertu de la délibération de la Commission Permanente du 29 octobre 2021, faisant élection de domicile à : Hôtel du Département, 31, Boulevard Emile Roux, 16917 ANGOULEME Cedex 9 et dont le numéro SIRET est 221 600 018 00016

Et d'autre part,

L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DES CHARENTES (Charentes Tourisme), représentée par Monsieur Patrick MARDIKIAN, Président délégué, faisant élection de domicile à : 21 rue d'Iéna, 16024 ANGOULEME et dont le numéro SIRET est 830 836 698 00019

Et

LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL PERIGORD-LIMOUSIN représenté par sa Présidente Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, dûment habilitée à signer, en vertu de la délibération n° XXXX du XXXX, faisant élection de domicile à : 555 route de l'ancienne filature 24450 La Coquille, et dont le numéro SIRET est 25872853400052

Il a été exposé ce qui suit :

🕒 HISTORIQUE DU PROJET

Le Schéma National des Véloroutes de 2020 a inscrit la V93. Cette Véloroute, longue de 380 kilomètres, rejoint Royère-de-Vassivière, en Creuse, à Parthenay, dans les Deux-Sèvres. Elle est connectée à la Véloroute V87 dénommée « La Vagabonde » en Creuse au niveau de Royère-de-Vassivière et se superpose à la V43 dénommée « VéloFrancette » au niveau de Niort. Elle est commune à l'EuroVelo 3 dénommée « la Scandibérique » entre Saint-Quentin et Confolens, en Charente.

A l'initiative du Département des Deux-Sèvres, la révision du Schéma National des Véloroutes de 2023 a validé la prolongation de la V93 jusqu'à Saint Nazaire, permettant ainsi de connecter la V93 à deux EuroVelo que sont « La Loire à Vélo » EV6 et la « Vélodyssée » EV1.

Conscients du potentiel de développement des mobilités douces et du vélotourisme, les Départements et Régions concernées par l'itinéraire se sont réunis le 6 juin 2022 à l'initiative du Département de la Charente. Il a été décidé de mettre en œuvre le processus de valorisation de cet itinéraire.

En effet, cet itinéraire représente un potentiel exceptionnel pour l'itinérance à vélo en France, aussi bien pour la clientèle française que pour la clientèle étrangère. Eu égard à la diversité des territoires traversés et notamment plusieurs Parcs Naturels Régionaux, il constitue une réelle opportunité pour le développement touristique.

Convaincus de la plus-value économique et touristique de la V93, les territoires directement concernés par l'aménagement et la valorisation touristique de cet itinéraire cyclable, ont ainsi entamé une réflexion commune.

Le Comité d'Itinéraire fondateur, réuni le 23 mai 2023 à Ruffec (16), a validé le principe de la création d'un Comité d'Itinéraire pour la V93.

La première convention de partenariat et de financement, conclue pour la période 2023 – 2026, permettra de doter la V93 :

- d'un itinéraire continu et jalonné ;
- d'une identité et une charte graphique ;
- d'un site web dédié ;
- d'outils de communication ;
- d'un réseau de prestataires labellisés « accueil vélo »
- d'un réseau de services divers le long de l'itinéraire.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Conformément au comité de pilotage, réuni le 23 mai 2023 à Ruffec, la présente convention décrit **les objectifs et orientations à 4 ans et les modalités du partenariat** entre d'une part, les différents partenaires, Régions, Départements, intercommunalités, Parcs Naturels Régionaux, Comités Régionaux du Tourisme, Agences de Développement Touristique, Offices de tourisme et d'autre part le Département de la Charente et l'Agence de Développement Touristique des Charentes, coordonnateurs du projet, pour assurer la mise en œuvre des actions définies pour le développement de la V93.

Désormais il convient de mettre en œuvre le développement de l'itinéraire et à ce titre le comité de pilotage, réuni le 23 mai 2023 à Ruffec a validé les principes suivants :

1. Poursuivre et finaliser l'aménagement de l'itinéraire
2. Réaliser un Schéma de jalonnement et mettre en œuvre la signalétique nécessaire
3. Lancer et promouvoir ce nouvel itinéraire en France et en Europe en développant les outils, les supports et les partenariats idoines pour développer la fréquentation et les retombées économiques dans les territoires concernés
4. Assurer le déploiement des services aux usagers et de la marque « Accueil Vélo »
5. Développer des outils d'observation (quantitatif et qualitatif) et de suivi de la satisfaction clients afin d'être en capacité de mesurer les progrès du projet et les retours des clients.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention engage les parties pour un partenariat établi **pour une durée de 4 ans, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2026**, dont les modalités de gestion financière et organisationnelle sont explicitées dans la présente. Elle constitue le cadre des décisions annuelles de la participation financière de **l'ensemble des co-signataires** à Charentes Tourisme, organe opérationnel pour le compte du Département de la Charente.

Cette convention est complétée par une annexe présentant le plan d'actions ainsi que la participation financière des membres. Cette annexe pourra être révisée par le comité de pilotage pour prendre en compte d'éventuelles évolutions du périmètre de l'itinéraire et ajuster le montant des recettes globales correspondantes.

ARTICLE 3 – PLAN D' ACTIONS 2023 / 2026

Conformément aux orientations prises lors du comité de pilotage du 23 mai 2023, le plan d'actions pluri annuel est articulé selon les axes suivants :

Axe 1 : INFRASTRUCTURES & SIGNALISATION

OBJECTIF : Aménager l'itinéraire pour tenir la promesse client

→ Définir, pérenniser et améliorer l'itinéraire

- Priorité pour les maîtres d'ouvrage (MO) : assurer la continuité permanente de l'itinéraire (travaux, crues) ;
- Résoudre les points noirs et améliorer le niveau de service de l'itinéraire afin de tendre vers un tracé le plus valorisant pour garantir la qualité de l'itinéraire et sa notoriété ;
- Veiller à l'entretien de l'itinéraire ou inciter les maîtres d'ouvrage locaux à le faire afin de permettre une pratique du vélo tourisme dans des conditions de confort et de sécurité satisfaisantes ;
- Travailler sur des boucles et itinéraires complémentaires à forte valeur ajoutée touristique pour compléter l'offre produit la V93 et répondre à la demande client.

→ Mettre en œuvre la signalétique

- S'assurer de la pose et de l'entretien de la signalétique et de la signalisation par les maîtres d'ouvrage locaux pour garantir une pratique du vélo tourisme dans des conditions satisfaisantes ;
- S'assurer du déploiement de la signalisation (notamment dans la traversée des villes), de la signalisation d'information « Relais d'Information Service », en relation avec le comité technique « infrastructure, signalisation et services » et de la signalisation de rabattement vers les bourgs de proximité, les gares ;
- S'assurer de l'identification des aires de services.

→ Informier

- Mettre à jour les données sur le site web (tracés, POI alerte, passages délicats, zones inondables, etc.) ;
- S'assurer de la mise en ligne des actualités portant sur l'infrastructure ;
- Actualiser les outils de communication off-line et on-line en tenant compte du tracé et des territoires traversés ;
- Assurer le suivi des avis déposés par les utilisateurs.

Axe 2 : MARKETING & IDENTITE

OBJECTIF : Positionner la V93 comme un produit phare du tourisme à vélo en France et à l'étranger

→ Définition de l'identité et de la marque de la V93

- Créer et développer les supports et outils nécessaires on-line et off-line (site Internet, réseaux sociaux, support papier, relations presse ...);
- Contribuer à la réalisation de guides touristiques ;
- Promouvoir ce nouvel itinéraire en France et en Europe en développant les partenariats idoines.

Axe 3 : SERVICES TOURISTIQUES

OBJECTIF : Développer une offre de services et animer le réseau d'acteurs

- Identifier et densifier l'offre de services sur l'ensemble de la V93
 - Favoriser le déploiement de la marque Accueil Vélo® toutes catégories confondues pour répondre aux attentes des vélotouristes ;
 - Contribuer au développement de la marque et à l'évolution des référentiels par une représentation au groupe technique national Accueil Vélo® ;
 - Développer l'intermodalité ;
 - S'assurer que les préconisations pour la mise en place de services le long de l'itinéraire : aires de services, toilettes, points d'eau, etc. soient respectées.
- Animer le réseau
 - Fédérer les acteurs ;
 - Maintenir la cohérence sur l'intégralité de l'itinéraire ;
 - Densifier les échanges entre le collectif et les partenaires avec au minimum deux réunions par groupe de travail par an (groupes de travail « infra et signal » et « marketing et identité).

Axe 4 : OBSERVATION

OBJECTIF : Créer un système d'observatoire quantitatif et qualitatif

- Observer l'évolution de la fréquentation à l'échelle de l'itinéraire

QUANTITATIF :

- Faire un état des lieux qualifié des compteurs existants sur l'ensemble de l'itinéraire ;
- Inciter et suivre l'équipement de l'ensemble de l'itinéraire ;
- Faire remonter tous les compteurs sur la plateforme nationale pour obtenir des données quantitatives.

QUALITATIF :

- Réaliser des enquêtes de fréquentation et de positionnement par l'intermédiaire de partenaires spécialisés conformément à la méthodologie de l'observatoire national des véloroutes et voies vertes (ON3V).

Axe 5 : INGENIERIE FINANCIERE

OBJECTIF : Rechercher les financements permettant le développement de la V93

- Coordonner les actions des maîtres d'ouvrage à destination de l'Etat et la Région (et participer aux négociations financières avec ces partenaires ;
- Apporter si besoin un appui technique au dépôt de dossier de demande de contribution par les différents maîtres d'ouvrage.

ARTICLE 4 – GOUVERNANCE DU PROJET

La réalisation du plan d'actions est assurée par une gouvernance partenariale qui garantit la coordination globale du projet, l'élaboration des actions et la prise de décision.

4.1 – LA PRESIDENCE DU COMITE DE PILOTAGE ET LA GOUVERNANCE GLOBALE

Le Département de la Charente assure la Présidence du Comité de Pilotage (COPIL) en la personne de M. Fabrice POINT, Vice-président en charge de l'aménagement du territoire des infrastructures résilientes. De ce fait, il représente de manière officielle le collectif.

Charentes Tourisme est l'organe opérationnel pour le compte du Département de la Charente. De ce fait, sous l'autorité du Département, il assure la mise en œuvre opérationnelle du projet.

Ainsi, le Département de la Charente reçoit mandat par voie de convention de tous les partenaires du Comité de Pilotage pour piloter le projet. Il est donc garant, pour le compte du collectif, de la mise en œuvre de la mission de coordination.

Le Département de la Charente, en sus de la Présidence du COPIL, assurera la coordination globale du projet. En tant qu'organe opérationnel, Charentes Tourisme assurera :

- la mise en œuvre des décisions et des plans d'actions validés par le COPIL ;
- la gestion analytique et le suivi budgétaire annuel ;
- l'affectation des ressources humaines et des moyens logistiques, administratifs nécessaires à la bonne conduite du projet dans la limite des ressources mobilisables par le collectif de la V93.

En cas de non-respect des engagements ou en fonction de l'évolution des réflexions nationales sur la pérennité des grands itinéraires de vélo tourisme en France, le Comité de Pilotage pourra envisager d'autres solutions de portage pour la coordination globale de la V93. Cette décision ne pourra être prise qu'à la majorité des voix des membres du Comité de Pilotage présents ou représentés.

En cas de changement de coordonnateur, les contributions et dotations reçues au titre du projet de la V93 et non utilisées à la date du transfert, ainsi que tous les biens matériels et immatériels, acquis pour ce projet, devront également être transférés. Le transfert des personnels devra pouvoir être étudié pour assurer la continuité, sans que cela ne porte de préjudice à la mise en œuvre globale du projet.

4.2- LE COMITE DE DIRECTION

Le Comité de Direction est un organe, qui permet de définir les grandes orientations rassemblant si besoin les représentants des 6 Départements (Charente, Creuse, Loire Atlantique, Deux-Sèvres, Vendée et Haute-Vienne), des 2 Régions (Nouvelle Aquitaine et Pays de la Loire), le directeur de projet (directeur de Charentes Tourisme) et le chef de projet.

Les choix stratégiques sont développés par le chef de projet en collaboration avec les groupes de travail (détaillés en 4.5) puis présentés au Comité de Pilotage.

4.3– LE CHEF DE PROJET

En lien étroit avec la Présidence du COPIL et la Direction de Charentes Tourisme, le chef de projet rend des comptes à l'ensemble des partenaires par l'intermédiaire du Comité de Direction du Copil. Il est garant, pour le compte de tous les partenaires, de la coordination administrative, financière et opérationnelle du projet. La mission est hébergée par Charentes Tourisme.

Le rôle du chef de projet est le suivant :

- Organiser et coordonner la gestion administrative et financière des opérations communes, que Charentes Tourisme prend en maîtrise d'ouvrage pour le compte du collectif. Il prépare le budget prévisionnel, le met en œuvre et en assure le suivi en lien étroit avec la Direction de Charentes Tourisme ;
- S'appuyer sur le fonctionnement et les productions de chaque comité technique et assurer la co-animation ;
- Être le référent permanent de l'ensemble des correspondants métier des structures partenaires et de tous les interlocuteurs privés ou publics ayant un intérêt pour le projet ;
- Rendre compte de l'avancée des opérations au Directeur de Charentes Tourisme, à la Présidente du COPIL et aux membres du COPIL, et, sur sollicitation, aux partenaires qui en feraient la demande ;
- Organiser les comités de pilotage et ses prises de décisions ;
- Être garant du respect des délais et de l'agenda des actions.

4.4 - LE COMITE DE PILOTAGE (Copil)

Le Comité de Pilotage est l'organe décisionnel rassemblant une à deux fois par an l'ensemble des partenaires financeurs du projet pour les prises de décisions essentielles à la gouvernance partenariale. Le Copil peut inviter, s'il le juge utile selon les points à l'ordre du jour et avec voix consultative, une ou plusieurs structures associées. Seuls les partenaires financeurs ont le droit de vote à raison d'une voix par financeur, plus une voix pour la Présidence du Copil.

Les procès-verbaux (PV) de séances sont réalisés par le chef de projet et adressés aux partenaires (personnes référentes des collectivités) dans un délai de 2 semaines pour validation. Sans remarque sous 15 jours, le chef de projet envoie à tous les partenaires le procès-verbal définitif selon les modalités suivantes : par courrier aux élus référents et par mail aux techniciens.

4.5 - LES GROUPES DE TRAVAIL (GT)

Les groupes « experts métiers » de la V93 constituent les entités opérationnelles nécessaires au développement du projet. Ils se réunissent autant de fois que nécessaire et au moins 2 fois par an et portent sur les thèmes suivants :

- Infrastructures & Signalisation & Services
- Communication & Identité & Marketing

Les groupes de travail sont forces de propositions techniques et travaillent en lien avec le chef de projet qui présente les propositions pour arbitrage et validation en Comité de Pilotage.

4.6 - LES ANIMATEURS DES GROUPES DE TRAVAIL

Les groupes de travail sont animés par des techniciens de Charentes Tourisme dédiés au fonctionnement du comité d'itinéraire. Spécialisés dans leur domaine, il propose des orientations basées sur le bilan des actions menées et les attentes des usagers.

Le rôle de l'animateur est le suivant :

- Travailler en binôme avec le chef de projet sur la thématique dont il a la responsabilité ;
- Planifier et organiser les réunions du groupe de travail en définissant l'ordre du jour avec le chef de projet ;

- Animer les réunions avec le chef de projet ;
- Restituer les principales décisions prises dans un relevé de décisions officiel qui sera mis à disposition de tous les partenaires ;
- Mettre en œuvre dans son champ de compétence les décisions du COPIL et le plan d'actions annuel ;
- Restituer la synthèse des travaux au Comité de Pilotage en élaborant conjointement avec le chef de projet les présentations et en préparant les décisions.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

5.1 - LES ENGAGEMENT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

En adhérant au projet par la présente convention, **les collectivités signataires** s'engagent à :

- Maintenir le caractère cohérent de la V93 sur leur territoire de compétence ;
- Assurer autant que possible leur participation/représentation dans les différentes instances (Copil et GT) et assurer le suivi des groupes de travail sur leur territoire ;
- Appliquer et diffuser localement, dans les opérations réalisées sous leur maîtrise d'ouvrage ou par leurs partenaires, les décisions techniques prises par le Comité de Pilotage sur l'itinéraire de la V93 ;
- Suivre la Charte de signalisation de la V93 ;
- Valoriser la V93 dans les supports de promotion idoines en respectant les éléments de la marque et plus particulièrement la charte graphique, l'identité visuelle de la V93.

5.2 - LES ENGAGEMENT DES ORGANISMES TERRITORIAUX DU TOURISME

En adhérant au projet par la présente convention, **ces organismes** s'engagent à :

- Animer le réseau des prestataires de leur territoire (hébergeurs, Offices de Tourisme....) ;
- Assurer autant que possible leur participation/représentation dans les différentes instances (Copil et GT) et assurer le suivi des groupes de travail sur leur territoire ;
- Valoriser la V93 dans les supports de promotion idoines en respectant les éléments de la marque et plus particulièrement la charte graphique, l'identité visuelle de la V93 ;
- Valoriser les labels et marques retenues par le Comité de Pilotage (et plus particulièrement la marque nationale Accueil Vélo®) ;
- Participer en fonction des possibilités à accroître l'image et la notoriété de la V93 tant en France qu'à l'étranger.

Chaque partenaire s'engage à retourner la convention signée au Département de la Charente, coordonnateur.

ARTICLE 6 – FINANCEMENT DE LA COORDINATION

6.1 - LE PORTAGE FINANCIER

Les contributions attribuées par les partenaires au titre du financement de la coordination de la V93 sont versées à Charentes Tourisme.

Charentes Tourisme tient une comptabilité analytique distincte de ses autres activités. Charentes Tourisme donne au Chef de projet et à la Présidence les éléments financiers dont ils ont besoin pour le bon suivi des opérations et

tient à disposition des partenaires tous les éléments et pièces justificatives de recettes et de dépenses, aussi bien pour les actions que pour les charges des personnels dédiés totalement ou partiellement à la mission.

6.2 - LES ENGAGEMENTS FINANCIERS

En adhérant au projet par la présente convention, **les co-signataires** s’engagent à participer financièrement au projet pour la coordination et la mise en œuvre du plan d’actions.

6.3 - LE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Le plan de financement prévisionnel sur la période 2023 / 2026 (4 années) est annexé à la présente convention (annexe 1). Le montant définitif de la contribution des EPCI sera arrêté après la définition précise du tracé. Il pourra, en outre, être révisé à l’issue de la présente convention si le tracé était modifié de manière significative.

Chaque année, le Comité de Pilotage valide le budget et le plan d’actions de l’exercice suivant. Sur décision du Comité de Pilotage, les reliquats de l’exercice de l’année N-1 peuvent être reportés sur l’exercice suivant.

Les frais de portage (administration générale et finances essentiellement) seront calculés par Charentes Tourisme et refacturés forfaitairement au Collectif après validation en Copil.

6.4 - LES MODALITES DE FINANCEMENT

Conformément aux décisions des collectivités, les partenaires s’engagent par délibération à assurer leurs participations financières sous forme de contribution ou de subvention pendant la durée de la convention pour un montant global tel que mentionné en annexe 1.

Cette participation financière est versée, chaque année, afin de permettre la mise en œuvre des actions menées par la coordination.

Si les règles de fonctionnement internes le permettent, les structures partenaires versent leur contribution **annuelle en une seule fois**.

6.5 -CONTROLES ET PAIEMENT

Chaque année, Charentes Tourisme fournit aux structures partenaires signataires de la convention les pièces ci-dessous garantissant l’exécution du programme ayant donné lieu au versement de la contribution :

6.5 1 - Pour le 31 mars de l’année N au plus tard

- Le rapport d’activité de l’année N-1 validé par le Comité de Pilotage
- Le budget et le plan d’actions prévisionnels de l’année N validé par le Comité de Pilotage

6.5 2 - Pour le 30 juin de l’année N au plus tard

- Le compte d’exploitation du budget annexe de la V93 et bilan, certifiés de manière authentique pour l’exercice N-1 et arrêtés au 31 décembre de l’année précédente

Les partenaires pourront avoir accès sur simple demande aux justificatifs des dépenses communes engagées, aussi bien pour les actions que pour les charges des personnels.

6.6- DOMICILIATION DES PAIEMENTS

Chaque versement sera effectué au compte ouvert au nom de **Comité Départemental du Tourisme des Charentes**, suivant les références ci-après.

Domiciliation :

SOCIETE GENERALE

ST HERBLAIN ENT (03619)

Référence bancaire :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
-------------	--------------	-----------	---------

30003	03533	00050006171	51
-------	-------	-------------	----

IBAN : FR76 3000 3035 3300 0500 0617 151

BIC-ADRESSE SWIFT : SOGEFRPP

ARTICLE 7 – DEFAILLANCE D’UN PARTENAIRE

En cas de défaillance temporaire d’un partenaire, notamment financière, les conséquences seront les suivantes :

- Il n’y a plus de valorisation touristique de l’offre du territoire défaillant sur l’ensemble des supports de promotion ;
- Le partenaire n’est plus autorisé à utiliser la marque la V93 ;
- Un nouveau plan d’actions est adopté par le Comité de Pilotage pour prendre en compte la baisse des recettes.

ARTICLE 8 – RESILIATION

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d’exécution de la présente convention fera l’objet d’un avenant. La présente convention peut subir des modifications qui ne sauraient être rétroactives. Ces modifications prennent la forme juridique d’un avenant qui doit faire l’objet d’une approbation par l’ensemble des parties, dans des formes identiques à celles relatives à l’adoption de la convention elle-même.

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention ou à l’initiative de l’une des parties, la présente convention peut être résiliée par l’envoi à la Présidence du COPIL d’une lettre recommandée avec accusé de réception adressée au moins 3 mois avant la fin de l’année civile en cours, soit au plus tard le 30/09 de l’année N.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REMBOURSEMENT DES CONTRIBUTIONS

- 9.1- La convention prend effet à la date de sa signature par les parties pour une durée de 4 ans, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2026. A l’échéance de ce délai de réalisation, le bénéficiaire dispose d’un délai maximum de six mois pour fournir les pièces justificatives nécessaires au versement de la contribution, sauf en 2023 où la convention ne sera signée qu’en cours d’année. Le bénéficiaire s’engage toutefois, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 4 ans à compter du paiement du solde de la contribution.
- 9.2- Si à l’issue de la convention quadriennale, il ressort du compte de résultat analytique récapitulatif que les dépenses sont inférieures au montant initialement prévu au budget, générant de ce fait un trop perçu, le partenaire pourra alors demander à Charentes Tourisme de rembourser l’excédent versé au prorata de la dépense réelle.
- 9.3- En cas de non-respect des obligations contractuelles, les co-signataires se réservent le droit de demander sous forme de titre exécutoire ou de déclaration de créance, le remboursement total ou partiel des sommes versées.

ARTICLE 10 – PROPRIETE ET COMMUNICATION

L’ensemble des travaux produits seront la propriété partagée de l’ensemble des partenaires du comité d’itinéraire. A ce titre, le Conseil Départemental de la Charente, coordonnateur, s’engage à fournir tous les documents utiles à chacun des partenaires.

La propriété de la marque sera déposée par le Charentes Tourisme auprès de l’Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI). Les partenaires financeurs, membres du comité d’itinéraire, bénéficieront de l’usage de la marque dans les conditions à prévoir dans un *règlement d’usage de la marque déposée*.

En termes de communication, dans les relations avec les tiers, il sera fait état de la collaboration entre les parties. La coordination définira les modalités de représentation en fonction des supports.

ARTICLE 11 – LITIGE

En cas de litige, avant d'envisager une sollicitation de la juridiction compétente, les parties s'engagent à aboutir à un règlement à l'amiable afin d'envisager une solution satisfaisante à la pérennité du projet La V93.

Fait à, le en 4 exemplaires originaux PAR SIGNATAIRE,

LE DEPARTEMENT DE LA CHARENTE

CHARENTES TOURISME

Monsieur Philippe BOUTY

Monsieur Patrick MARDIKIAN

La collectivité partenaire

L'organe touristique de la collectivité partenaire

Le/la Président/e

Le/la Président/e

Annexe 1

VELOROUTE 93 / Vassivière (23) > Saint Nazaire (44) Contribution annuelle et pour la durée de la convention				
	Membres	Nb km V93	2023	2024 / 2026 (Échelle 60 €/km plafonnée à 3 000 €/EPCI)
REGIONS				
1	Région Nouvelle-Aquitaine		5 000 €	10 000 €
2	Région Pays de la Loire		5 000 €	10 000 €
DEPARTEMENTS				
3	Département Creuse		750 €	1 500 €
4	Département Haute-Vienne		3 750 €	7 500 €
5	Département Charente		3 750 €	7 500 €
6	Département Deux-Sèvres		3 750 €	7 500 €
7	Département Vendée		3 750 €	7 500 €
8	Département Loire Atlantique		3 750 €	7 500 €
EPCI				
Département Creuse (10)				
9	CDC Creuse Sud Ouest	10	0 €	600 €
Département Haute-Vienne (149)				
10	CDC Porte Océane du Limousin	27	0 €	1 620 €
11	CU Limoges Métropole	41	0 €	2 460 €
12	CDC du Val de Vienne	16	0 €	960 €
13	CDC Ouest Limousin	9	0 €	540 €
14	CDC de Noblat	22	0 €	1 320 €
15	CDC des portes de Vassivière	31	0 €	1 860 €
16	CDC Élan Limousin Avenir Nature	3	0 €	180 €
Département Charente (122)				
17	CDC Val de Charente	51	0 €	3 000 €
18	CDC de la Charente Limousine	71	0 €	3 000 €
Département Deux-Sèvres (213)				
19	CDC Mellois en Poitou	63	0 €	3 000 €
20	CDA du Niortais	42	0 €	2 520 €
21	CdC Val de Gâtine	25	0 €	1 500 €
22	CDC de Parthenay-Gâtine	20	0 €	1 200 €
23	CDA du Bocage Bressuirais	63	0 €	3 000 €
Département vendée (59)				
24	CDC Terres de Montaigu	20	0 €	1 200 €
25	CDC du Pays de Mortagne	37	0 €	2 220 €
26	CDC du Pays des Herbiers	2	0 €	120 €
Département Loire Atlantique (124)				
27	CDC Sèvre et Loire	10	0 €	600 €
28	Nantes Métropole	32	0 €	1 920 €
29	CDC Clisson Sèvre et Maine Agglo	13	0 €	780 €
30	CDC Estuaire et Sillon	41	0 €	2 460 €
31	CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire (CARENE)	28	0 €	1 680 €
TOTAL SANS PNR			29 500 €	96 740 €
PARCS NATURELS REGIONAUX				
32	Parc naturel régional de Millevaches en Limousin		0 €	1 500 €
33	Parc naturel régional Périgord-Limousin		0 €	1 500 €
34	Parc naturel régional Marais Poitevin		0 €	1 500 €
35	Parc naturel régional de Gâtine			
36	Parc naturel régional de Brière		0 €	1 500 €
TOTAL AVEC PNR			29 500 €	102 740 €

Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	3	4	15.3	61.2	137.4
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	45	57	-	137.4	

Objet : Démarche régionale Sports de nature – Conventions tripartites Région Nouvelle-Aquitaine, PNRs, Ligues et comités sportifs

Votants : 137.4
Pour : 137.4
Abstentions : 0
Contre : 0

Depuis 2019, en réponse à l'ambition de la Région d'équilibrer l'offre de sports de nature vers les territoires plus ruraux et en particulier les Parcs naturels régionaux, la Région et le réseau inter-Parcs pilotent une démarche coordonnée et construite collectivement autour d'actions en réponse à la diversité des activités de pleine nature, l'engouement général autour d'elles, et leurs atouts/contraintes pour le milieu naturel et plus largement pour un territoire.

Avec cette démarche concertée, la Région souhaite :

- Accompagner les territoires de PNR en matière de sports de nature et les acteurs socioprofessionnels exerçant sur ces territoires
- Impulser la structuration de l'offre, des démarches en faveur du développement de ces pratiques en cohérence avec la protection de la nature, la conciliation des usages et l'accès raisonné aux milieux naturels de qualité.

Dans ce contexte, l'inter-Parcs de Nouvelle-aquitaine a poursuivi les actions suivantes :

- Préparation de conventions tripartites avec les comités sportifs d'athlétisme, canoë-kayak, course d'orientation, cyclisme, cyclotourisme, randonnée pédestre, sport universitaire, sport rural, UFOLEP et UNSS,
- Conception d'une malle événement et de messages vidéo pour sensibiliser les organisateurs de manifestations et leurs participants,
- Impulsion d'un événement inter-Parcs pour 2023.

La Région, en collaboration avec le mouvement sportif et le réseau régional inter-parcs, concrétise aujourd'hui son engagement pour renforcer la dimension écoresponsable des manifestations sportives se déroulant sur les espaces naturels des PNRs de Nouvelle-Aquitaine. Le dispositif « J'adopte la Parc attitude » a été officiellement présenté lors des rencontres régionales des sports de nature le vendredi 22 septembre 2023 à Eymoutiers (87). Lors de l'événement, les malles éco-événement ont été remises aux 5 PNRs. Le partenariat entre la Région, les 5 PNRs de Nouvelle-Aquitaine et les ligues ou comités régionaux sportifs a été présenté avec les conventions attenantes.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **ACCEPTE** que le Parc poursuive sa participation dans la démarche ;
- **AUTORISE** la présidente à signer les conventions de partenariat tripartites avec la Région et les fédérations sportives ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire **10 OCT. 2023**

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



CONVENTION-CADRE

« LES SPORTS DE NATURE AU SEIN DES PARCS NATURELS REGIONAUX DE NOUVELLE-AQUITAINE »

Vu le code général des collectivités territoriales ;
 Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 333-1 à L. 333-4 et R. 333-1 à R. 333-16 ;
 Vu la délibération n° 2016.3162.SP du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine des 19 et 20 décembre 2016 portant nouvelle politique régionale en faveur des parcs naturels régionaux ;
 Vu la délibération n° 2018.1140.SP du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine du 25 juin 2018 adoptant le Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs de la Nouvelle-Aquitaine ;
 Vu la délibération n° 2023.XX.SP du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine du 12 juin 2023 portant sur le soutien au développement durable des sports de nature.

ENTRE

La Région Nouvelle-Aquitaine, représentée par Monsieur Alain Rousset, président du Conseil régional, ci-après dénommée la Région,

La Ligue Nouvelle-Aquitaine d'Athlétisme, représentée par Monsieur René Meyer, président de la Ligue Nouvelle-Aquitaine d'athlétisme, ci-après dénommée la Ligue,

Le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional des Landes de Gascogne, représentée par Monsieur Vincent Dedieu, président du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional des Landes de Gascogne,

Le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional Médoc, représenté par Monsieur Henri Sabarot, président du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional Médoc,

Le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional Millevaches en Limousin, représenté par Monsieur Philippe Brugère, président du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional Millevaches en Limousin,

Le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional Périgord-Limousin, représenté par Madame Anne-Marie Almoester Rodrigues,

présidente du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional Périgord-Limousin,

Le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional du Marais poitevin, représenté par Monsieur Pascal Duforestel, président du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional du Marais poitevin,

Ci-après dénommés les PNR.

1 – Préambule régional

La Région Nouvelle-Aquitaine et le réseau régional inter-Parcs des Landes de Gascogne, du Médoc, du Marais Poitevin, du Périgord-Limousin et de Millevaches en Limousin ont conduit en 2019 une démarche commune de diagnostic et de préconisations sur la place des sports de nature sur leurs territoires. Il s'agissait de pouvoir mieux prendre en compte l'engouement suscité par ces activités et ces territoires de pratique dans une nouvelle configuration régionale faisant émerger une coopération sur cette thématique au sein du réseau de cinq PNR.

La principale préconisation de cette démarche concerne la meilleure prise en compte du développement durable dans l'évolution des pratiques sportives libres et licenciées. Dès lors, le renforcement des relations avec le mouvement sportif, notamment les ligues et les comités régionaux, s'avère primordial. Sur la base de relations existantes ou non liées essentiellement à des contextes locaux, la structuration de ce partenariat a vocation à formaliser un cadre commun de références et d'actions. C'est dans ce sens que les premières rencontres régionales ont suscité un écho favorable au sein tant des PNR que des ligues et des comités régionaux.

L'acculturation réciproque et l'échange d'expériences ont fait, vont faire émerger sur ces territoires des initiatives communes spécifiques en vue d'être élargies par la suite au niveau régional. La finalité réside dans la prise en compte de la transition écologique dans les différentes composantes de ces pratiques sportives.

Face à ces enjeux et pour favoriser la mise en œuvre d'actions exemplaires, la Région Nouvelle-Aquitaine, le réseau régional inter-Parcs et certaines ligues et comités régionaux « sport de nature » ont convenu de se doter d'un cadre de référence formalisé telle que la présente convention concernant la pratique de l'athlétisme « hors stade ».

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la compétence régionale relative aux Parcs Naturels Régionaux. Elle s'appuie sur leur capacité d'expérimentation et de laboratoire territorial spécifiés dans leurs chartes en vue de susciter des échanges d'expériences à l'échelle régionale.

Pour les partenaires signataires, il s'agit sur le territoire des PNR et de leurs villes portes de mobiliser et d'impliquer notamment les communes, les établissements publics de coopération intercommunaux (EPCI), les clubs et les comités départementaux sportifs, les prestataires d'activités sportives et les établissements scolaires, en priorité les lycées.

2 – Contexte sportif de l’athlétisme

La pratique de l’athlétisme « hors stade » tend à se diversifier comme notamment la course de montagne, la course sur route, le cross et la marche nordique. Elle s’est largement développée ces dernières années partout en France, y compris dans les Parcs naturels régionaux comme ceux de Nouvelle-Aquitaine.

Les relations actuelles entre les PNR et le comité régional et/ou les comités départementaux d’athlétisme sont hétérogènes, mais certaines initiatives ont permis d’initier des actions de collaboration ponctuelles ou plus durables (partenariat sur l’organisation de courses, création de parcours permanents de trail...), par exemple dans les PNR des Landes de Gascogne et de Millevaches en Limousin.

En raison du développement massif des pratiques de sports de nature, de l’explosion des pratiques numériques collaboratives et de la crise sanitaire qui en a renforcé le besoin, il s’avère néanmoins que certaines pratiques peuvent entraîner la surfréquentation de sites naturels sensibles ou l’adoption de mauvais comportements.

Article 1 : Objet de la convention

La Région Nouvelle-Aquitaine, les PNR signataires et la ligue Nouvelle-Aquitaine d’athlétisme s’engagent à coopérer pour favoriser la prise en compte de la transition écologique dans les pratiques sportives de la Ligue sur le territoire des PNR.

La présente convention a pour objet de proposer des axes de coopération et des actions prioritaires à mettre en œuvre par les partenaires signataires dans le cadre de la politique sportive de la Région Nouvelle Aquitaine.

Article 2 : Axes de coopération et actions prioritaires

Les axes de coopération suivants ont été retenus comme prioritaires :

- Le renforcement de la connaissance mutuelle entre réseaux
- La prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux
- La valorisation des patrimoines culturels et naturels
- L’animation concertée des territoires des PNR
- Le développement maîtrisé des équipements

Article 2.1 : le renforcement de la connaissance mutuelle entre réseaux

Les actions suivantes ont été retenues comme prioritaires :

- Echanger les organigrammes respectifs des PNR, de la ligue, des comités départementaux et des clubs concernés ;
- Partager régulièrement des informations utiles entre les réseaux par tous les moyens de communication disponibles ;
- Partager la transmission des données nécessaires notamment à la cartographie numérique « sport de nature » conduite par le réseau inter-Parcs ;

- Concevoir et organiser des formations entre les réseaux ayant pour objet l'intégration d'une présentation « Parc naturel régional » dans les formations fédérales, et la sensibilisation des PNR aux besoins spécifiques des pratiquants ;
- Assurer dans la mesure du possible, au plan territorial, la représentation de chacune des parties notamment pour des rencontres thématiques ou stratégiques et des assemblées générales ;
- Identifier des projets communs sur toute ou partie du réseau inter-parcs.

Article 2.2 : la prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux

En matière de prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux, les actions suivantes ont été retenues comme prioritaires :

- Mener des actions communes sur les enjeux relatifs à la compatibilité entre la pratique de l'athlétisme « hors stade » et la fréquentation des espaces naturels visant à assurer le respect de la faune et de la flore, de la qualité des zones humides et des habitats, de la gestion de l'eau et des déchets, de la prévention des pollutions et de l'économie d'énergie ;
- Proposer un guide d'accompagnement et des outils aux organisateurs pour renforcer la dimension environnementale de leurs manifestations sportives, notamment pour s'assurer de la compatibilité des tracés envisagés avec les zones et périodes de forte sensibilité environnementale, favoriser la diffusion concertée de messages d'information en particulier dans le règlement de course ainsi que par des supports de communication dématérialisés et viser le « zéro impact » sur les milieux naturels ;
- Transmettre aux acteurs des courses d'athlétisme « hors stade » les informations relatives aux zones de sensibilité environnementale des PNR, notamment Natura2000, les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEF), les réserves naturelles régionales et nationales, afin que les manifestations y soient organisées le moins possible, tout en prenant en compte les incidences identifiées et les éventuelles mesures réglementaires correspondantes ;
- Initier un partenariat pour la validation des parcours tant permanents que ponctuels ;
- Favoriser le développement des courses d'athlétisme « hors stade » dans le cadre notamment du sport handicap, du sport adapté, du sport santé, du sport sur ordonnance, de la prévention des risques sanitaires ;
- Favoriser l'entretien des parcours par des pratiques respectueuses de l'environnement et économes en énergie en associant les clubs locaux dans la gestion de sites remarquables ;
- Accompagner le développement de nouvelles pratiques en s'assurant de leur compatibilité avec les enjeux environnementaux locaux.

Article 2.3 : la valorisation des patrimoines naturels et culturels

En matière de valorisation des patrimoines naturels et culturels, les actions suivantes ont été retenues comme prioritaires :

- Mobiliser l'expertise des PNR pour les modules de formation relatifs à l'éducation à l'environnement destinés aux bénévoles, notamment les entraîneurs de pratiques « hors stade » ;
- Associer les PNR aux appels à projets, notamment « Marche Nordique Tour Patrimoine », destinés à accompagner les clubs associant pratique sportive et valorisation du patrimoine ;
- Encourager et accompagner la mise en œuvre dans le milieu scolaire, notamment dans le cadre de l'Union nationale du sport scolaire, de tout projet destiné à pratiquer des courses d'athlétisme « hors stade » dans le respect de l'environnement et à sensibiliser par ce biais les jeunes habitants (en priorité les lycéens et apprentis) des PNR à la richesse patrimoniale de leurs territoires.

Article 2.4 : l'animation concertée des territoires

En matière d'animation concertée des territoires, les actions suivantes ont été retenues comme prioritaires :

- Améliorer l'accueil des organisateurs de manifestations pour favoriser leur venue dans les PNR et pour mieux prendre en compte le développement durable ;
- Encourager et favoriser l'organisation de manifestations, compétitives et de loisirs, dans les PNR ;
- Faire en sorte que les PNR soient dans la mesure du possible présents à l'occasion des manifestations courses d'athlétisme « hors stade » organisées en partenariat sur leur territoire ;
- Concourir à l'organisation d'un challenge inter-Parcs « courses d'athlétisme hors stade » ou multiactivités « sports de nature » ;
- Expérimenter des pratiques inter-ligues et inter-comités ;
- Expérimenter des offres adaptées aux pratiquants non licenciés.

Article 2.5 : le développement maîtrisé des équipements

En matière de développement maîtrisé des équipements, les actions suivantes ont été retenues comme prioritaires :

- Recenser dans la mesure du possible, les parcours « hors stade afin d'avoir une vision la plus exhaustive possible de la pratique, de la qualité de l'offre... sur les territoires des PNR ;
- Encourager la labellisation de sites de pratique « hors stade » respectant la Charte du Parc en y associant une dimension éducative « environnementale » afin de proposer des offres originales susceptibles de séduire et sensibiliser un large public ;
- Promouvoir et encourager le déploiement et l'utilisation des dispositifs de veille nationaux tels que MaRando[®] et Suricate[®].

Article 3 : Engagements des partenaires

Les parties s'engagent à coconstruire et coordonner le programme annuel de mise en œuvre des objectifs définis à l'article 2.

Les Parties s'engagent, dans la limite de leurs compétences et sous réserve du vote des crédits nécessaires, à mobiliser les ressources humaines ou financières nécessaires à la réalisation des objectifs et actions définis collectivement.

La Ligue Nouvelle-Aquitaine d'Athlétisme s'engage à inciter les comités départementaux et clubs affiliés à se rapprocher des PNR pour tout projet entrant dans le champ de l'article 2 de la présente convention, voire à formaliser un plan d'actions territorial.

Article 4 : Modalités de la convention

La convention est signée pour la période 2023-2028.

Les partenaires signataires se rencontreront autant que de besoin, a minima une fois par an pour évaluer la mise en œuvre annuelle de la présente convention et préparer le plan d'actions annuel suivant. Les PNR et la Ligue s'engagent à mobiliser les acteurs territoriaux pour conduire autant que possible les actions les concernant.

Article 5 : Diffusion de la convention

La diffusion de la présente convention est assurée par chacune des parties par le biais de ses réseaux respectifs.

Les PNR et la Ligue chercheront à favoriser les échanges et la bonne entente entre les PNR et les structures départementales et locales de la course d'orientation, en s'appuyant sur les termes de la présente convention.

Fait à Bordeaux, le...

Le Président de la Région Nouvelle Aquitaine

Fait à Talence, le...

Le Président de la ligue Nouvelle-Aquitaine d'athlétisme

Fait à Belin-Beliet, le...

Le Président du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional des Landes de Gascogne

Fait à Saint-Laurent-Médoc, le...

Le Président du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional Médoc

Fait à Millevaches, le...

Le Président du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional Millevaches en Limousin

Fait à La Coquille, le...

La Présidente du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional Périgord-Limousin

Fait à Coulon, le...

Le Président du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional du Marais poitevin

Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	3	4	15.3	61.2	137.4
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	45	57	-	137.4	

Objet : Convention de partenariat entre le PNR PL et MaForêt

Votants : 137.4

Pour : 137.4

Abstentions : 0

Contre : 0

Le Pnr Périgord-Limousin porte depuis 2000 une charte forestière de territoire dont le principe directeur est d'accompagner le territoire vers la mise en place de sylvicultures adaptées aux enjeux économiques, patrimoniaux et environnementaux, dans un contexte de changement climatique.

Le Pnr Périgord-Limousin est donc à ce titre très vigilant quant aux développements sylvicoles nécessaires au territoire. Il a notamment accompagné l'émergence sur son territoire de premiers dossiers de sylviculture « carbone + » (aujourd'hui labellisés Label Bas Carbone).

Aujourd'hui, compte tenu des évolutions climatiques, de l'état sanitaire global des forêts du PNRPL (notamment du châtaignier, fortement dépérissant par exemple), il est indispensable de pouvoir promouvoir sur le territoire des sylvicultures adaptées, participant à la lutte et à l'atténuation du changement climatique, et préservant la biodiversité locale.

MaForêt a pour activité principale l'accompagnement des propriétaires forestiers dans la gestion de leur forêt. Elle propose notamment de leur apporter des aides financières grâce à des fonds privés d'entreprises qui souhaitent s'engager en faveur du climat et de la biodiversité, en valorisant les services rendus par la forêt (séquestration du carbone, préservation de la biodiversité, des sols et des ressources en eau) dans le cadre du Label bas-carbone (LBC). Les sylvicultures soutenues sont donc réfléchies pour avoir des impacts positifs sur la quantité de carbone stockée, tout en s'intégrant dans un territoire et en ayant un impact moindre voire positif sur la biodiversité.

La présente convention est relative aux modalités de partenariat entre MaForêt et le Pnr PL.

MaForêt apporte un soutien financier directement aux propriétaires forestiers du Pnr PL pour réaliser des projets forestiers qui permettent de séquestrer du carbone tout en apportant des services pour la biodiversité. Ces aides concerneront les forêts très dépérissantes, ou dégradées par une tempête ou détruites par un incendie. Ce financement est cumulable avec des aides publiques sous certaines conditions précisées dans la convention. Le PnrPL informe les propriétaires privés de cette possibilité et des modalités, puis fait remonter à MaForêt de potentiels projets.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention de partenariat et **AUTORISE** la présidente à la signer ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

10 OCT. 2023

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Convention de partenariat

entre

Le Parc naturel régional Périgord-Limousin (PNRPL), Maison du Parc - Centre administratif - 555 Route de l'Ancienne Filature - 24 450 La Coquille, représentée par sa Présidente, Madame Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, dûment autorisée à signer par la délibération en date du 28 septembre 2023,

ci-après dénommé « le PNRPL »,

et

ACTIFOREST, Société par Actions Simplifiée au capital de 80 790 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux, sous le numéro B 809 869 423, dont le siège social est situé au 20, Chemin de Brousse – 33270 Bouliac, représentée par son Président, Monsieur Olivier FORSANS,

ci-après dénommée « MaForêt »,

ci-après dénommés ensemble « les Parties »,

Ont exposé et convenu ce qui suit :

Préambule

MaForêt a pour activité principale l'accompagnement des Propriétaires dans la gestion de leur forêt. Elle propose notamment de leur apporter des aides financières grâce à des fonds privés d'entreprises qui souhaitent s'engager en faveur du climat et de la biodiversité, en valorisant les services rendus par la forêt (séquestration du carbone, préservation de la biodiversité, des sols et des ressources en eau) dans le cadre du Label bas-carbone (LBC). Les sylvicultures soutenues sont donc réfléchies pour avoir des impacts positifs sur la quantité de carbone stockée, tout en s'intégrant dans un territoire et en ayant un impact moindre voire positif sur la biodiversité.

Le PNRPL a défini dans sa Charte l'enjeu majeur constitué par la valorisation des ressources locales, notamment les ressources forestières. Pour cet enjeu forestier, le PNRPL porte depuis 2000 une charte forestière de territoire dont le principe directeur est d'accompagner le territoire, la filière, vers la mise en place de sylvicultures adaptées aux enjeux économiques, patrimoniaux et environnementaux, dans un contexte de changement climatique.

Le PNRPL est donc à ce titre très vigilant quant aux développements sylvicoles nécessaires au territoire. Il a porté divers projets expérimentaux avec les acteurs forestiers (CRPF, ONF, milieu de la recherche), il est engagé avec diverses équipes de recherche (INRAE, IDF) sur ces mêmes questions. Enfin, il a accompagné l'émergence sur son territoire de premiers dossiers de sylviculture « carbone + » (aujourd'hui labellisés Label Bas Carbone).

Aujourd'hui, compte tenu des évolutions climatiques, de l'état sanitaire global des forêts du PNRPL (notamment du châtaignier, fortement dépérissant par exemple), il est indispensable

de pouvoir promouvoir sur le territoire des sylvicultures adaptées, participant à la lutte et à l'atténuation du changement climatique, et préservant la biodiversité locale.

Ceci étant exposé il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Nature et objet de la convention

La présente convention est une convention cadre de partenariat.

Par la présente convention, le syndicat mixte du Pnr Périgord-Limousin s'engage à soumettre à MaForêt plusieurs projets forestiers portés par des bénéficiaires dans le cadre de la charte forestière de territoire et de sa mission visant à améliorer la prise en compte des services écosystémiques dans la gestion forestière sur son territoire.

De son côté, MaForêt apporte un soutien financier aux bénéficiaires pour la réalisation des projets forestiers qu'elle aura finalement retenus, selon les modalités définies aux articles 2 et 4 de la présente.

Le « bénéficiaire » est le porteur de projet forestier bénéficiaire final des fonds versés par MaForêt.

Dans ce cadre, il est précisé que :

- Le PNRPL promeut sur son territoire auprès des potentiels bénéficiaires les possibilités financières et les engagements associés (annexe 1) proposés par MaForêt.
- MaForêt et les bénéficiaires signent une convention de financement pour chaque projet, qui encadre leurs obligations réciproques dans leur réalisation.

Article 2 : Sélection des projets financés

Aux fins de l'exécution de la convention cadre, le PNRPL accompagne la promotion du partenariat sur son territoire, et, pour les projets dont il pourrait avoir connaissance, centralise et présente à MaForêt des projets conformes aux critères techniques présentés dans **l'annexe 1**. Sur cette base, MaForêt valide les projets compatibles avec les méthodes existantes et futures du LBC, qui feront effectivement l'objet d'une certification et d'un financement par ses soins.

Dès validation des projets par MaForêt, MaForêt informe le PNRPL du chantier prévu (surface, type de peuplement avant et après travaux, pourcentage d'accompagnement) pour qu'il puisse faire un retour de l'avancée de ce partenariat auprès des élus décideurs du PNRPL.

Article 3 : Engagement des parties

3.1 Engagement de MaForêt

MaForêt s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des projets forestiers qui lui seront soumis par le PNRPL. Sur la base de l'annexe n°1, MaForêt sélectionne les projets pour lesquels elle entend accorder un soutien financier aux bénéficiaires.

Pour être financés, les projets sélectionnés par MaForêt feront l'objet de la signature d'une convention de financement avec le bénéficiaire concerné .

MaForêt s'engage à promouvoir les projets sélectionnés auprès de son réseau de financeurs. Les projets seront également présentés sur le site www.maforet.com lorsque celui-ci affichera les projets en recherche de financements.

3.2 Engagement du PNRPL

Pour sa part, le PNRPL s'engage à :

- Informer les bénéficiaires potentiels par les différents moyens à sa disposition (site internet, réunions forestières, information des élus...) et guider les bénéficiaires qui feraient appel au PNRPL dans leurs demandes d'aide auprès de MaForêt afin d'appuyer la réalisation des projets ;
- Transmettre spontanément toutes informations de bilan (nombre de contacts, type de communication effectuée) à MaForêt dès qu'elles sont en sa possession.

Le PNRPL s'engage à ne pas démarcher les partenaires financiers de MaForêt dont il aurait connaissance, sans en informer MaForêt.

Article 4 : Conditions financières

5.1 Principe du financement

Dans le cadre de la présente convention cadre, il est convenu que les financements accordés par MaForêt seront versés directement aux propriétaires forestiers bénéficiaires. Elle est conditionnée au respect du cahier des charges présenté en annexe 1, cahier des charges validé conjointement entre MaForêt et le PNRPL.

Cette contribution financière s'élèvera par principe à 70% des revenus générés par la vente aux financeurs des services environnementaux de chaque projet, avec un minimum de 4000 € /ha augmenté selon les actions spécifiques mises en œuvre en faveur de la biodiversité.

Les documents à fournir pour recevoir le financement ainsi que les engagements des propriétaires sont listés en **annexe 4**.

5.2 Articulation du financement avec des aides publiques

Conformément au référentiel du Label bas-carbone, le financement apporté au bénéficiaire est cumulable avec des aides publiques si celles-ci ne dépassent pas 50% du montant des travaux, et sous réserve que la somme de cette aide publique et du financement privé ne soit pas supérieure à 100% des coûts des travaux.

Le PNRPL assistera le bénéficiaire et MaForêt dans l'inventaire des aides publiques auxquelles le Bénéficiaire est potentiellement éligible pour son projet, étant précisé que :

- S'il existe une aide dont le montant est inférieur ou égal à 50% du montant des travaux, alors le bénéficiaire sera tenu de la solliciter et pourra être assisté par MaForêt s'il le souhaite.

- L'éligibilité du projet à une aide publique couvrant plus de 50% du montant des travaux rend a priori ce projet inéligible à une certification par le Label bas-carbone et en conséquence à un financement par MaForêt. Le bénéficiaire ne pourra solliciter un financement auprès de MaForêt (via le Label bas-carbone) que s'il s'est vu refuser l'attribution de cette aide publique.

Il est précisé que le bénéficiaire devrait pouvoir choisir entre France 2030 et le Label Bas-Carbone : l'articulation entre ces deux modes de financement est en cours de discussion et reste à confirmer.

Article 5 : Responsabilité des parties

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des opérations forestières sont exercées directement par les bénéficiaires sans que puisse être engagée la responsabilité de MaForêt.

Article 6 : Communication

6.1 De la part de MaForêt

Le PNRPL accepte que MaForêt et ses partenaires financiers communiquent sur le présent partenariat à des fins de valorisation de leurs activités et engagements respectifs, et ce sous quelque forme et support que ce soit (site internet, brochures, relations presse, réseau sociaux...).

Le(s) projet(s) de reboisement pourront notamment être présentés sur le site de MaForêt avec les coordonnées GPS, les essences plantées, la nature de la plantation, les actions écologiques mises en œuvre, et des photographies illustrant la station et les différentes interventions.

MaForêt présente au PNRPL les actions de communication susceptibles d'utiliser son image pour validation avant publication.

6.2 De la part du PNRPL

Toute opération de communication éventuelle par le PNRPL devra être préalablement soumise à l'aval de MaForêt, et ce, avant toute publication ou diffusion.

Le PNRPL s'engage à renvoyer vers MaForêt toute sollicitation éventuelle de la part des médias ou autres organismes concernant le partenariat.

Le PNRPL s'interdit toute communication portant sur le financeur de projet de plantation sauf exception et après accord exprès écrit de MaForêt.

Article 7 : Suivi et évaluation

Le PNRPL et MaForêt feront un ou plusieurs points annuels pour passer en revue les projets accompagnés. Ces points permettront de faire le bilan des opérations effectuées dans le cadre

du présent partenariat. Ils comprendront notamment un descriptif détaillé des travaux et opérations engagées ainsi qu'un bilan quantitatif et financier.

Article 8 : Force majeure

En cas d'événement de force majeure faisant obstacle à l'exécution par l'une des parties de ses obligations telles qu'elles découlent de la présente convention, la partie défaillante en informe immédiatement l'autre. La partie défaillante est exonérée de toute responsabilité du fait de son inexécution qui ne peut être considérée comme une violation de la convention. Il faut entendre par événements de force majeure, des événements imprévisibles, irrésistibles et de nature à rendre impossible l'exécution des obligations aux conditions stipulées dans la présente convention.

Article 9 : Date d'entrée en vigueur et durée de la convention

La convention prend effet à la date de sa signature pour une durée de 3 ans.

La convention pourra être reconduite par accord mutuel des parties après les trois premières années.

A ce titre, les parties se rapprocheront trois mois avant le terme du contrat pour définir les conditions de renouvellement.

Pendant ce délai de négociation, les obligations des parties demeurent jusqu'au terme du contrat initialement défini.

En cas de défaut d'accord sur le principe et les modalités d'une reconduction de contrat, il prendra fin au terme initialement convenu.

Dans le cas où le contrat serait reconduit, les parties formaliseront le principe et les modalités de ce nouvel accord par une nouvelle convention.

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

Article 10 : Résiliation de la convention

10.1 Résiliation pour faute

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, si le manquement de l'une d'elles à ses obligations avait pour conséquence de compromettre le bon déroulement du programme soutenu.

La résiliation ne pourra être prononcée qu'après tentative de conciliation à l'amiable par une mise en demeure adressée à la partie défaillante d'avoir à satisfaire à ses obligations, restée plus de 30 jours sans effet, et ce sans préjudice des dommages et intérêts, pénalités pouvant être dues en application des présentes et, en réparation de préjudices pouvant résulter de la défaillance à l'origine de la rupture.

10.2 Autres cas de résiliation

En dehors du cas de résiliation pour faute évoquée à l'article précédent, la convention ne pourra prendre fin que d'un commun accord entre les parties, aux conditions qu'elles régleront à l'amiable.

Article 11 : Résolution des litiges

11.1 Règlement amiable

Dans toute la mesure du possible, les parties à la présente convention conviennent de tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable de tout litige susceptible de survenir entre elles quant à la conclusion, l'exécution, la résolution ou la résiliation de la présente convention.

11.2 Compétence juridictionnelle

La présente convention est soumise à la loi française.

Tout litige qui pourrait s'élever à l'occasion de l'exécution et /ou de l'interprétation, et/ou résiliation, et/ou résolution de la présente convention sera, à défaut de règlement amiable, porté devant le Tribunal de Grande Instance de Nanterre.

Fait à Rueil-Malmaison, le

en deux exemplaires originaux,

Pour le PNRPL,

La Présidente

Pour MaForêt,

Le Président

Mme Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES

M Olivier FORSANS

Liste des annexes à la lettre d'engagement

- **Annexe 1** : Cahier des charges des projets financés par MaForêt
- **Annexe 2** : Documents à fournir pour recevoir le financement

Annexe 1

Cahier des charges des projets financés par MaForêt

Peuplements éligibles :

Sont éligibles à un financement des projets de reboisement menés sur une surface minimum de 2 hectares afin de réhabiliter :

- des forêts dépérissantes (au moins 40% des tiges de la surface considérée doivent présenter plus de 50% de perte foliaire)
- des forêts dégradées par une tempête survenue il y a moins de 5 ans (les tiges renversées, déracinées ou étêtées doivent couvrir au moins 40% de la surface considérée)
- des forêts détruites par un incendie survenu il y a moins de 5 ans

Le reboisement de terre agricole, exploitée ou non, est exclu de ce partenariat.

Avancement du projet :

Le peuplement dégradé ne doit pas encore avoir été récolté.

Par exception à ce qui précède, les peuplements scolytés sont éligibles alors même qu'ils auraient été exploités, sous réserve que le CRPF ait délivré au propriétaire une autorisation de coupe d'urgence.

Conditions applicables aux travaux forestiers :

Seule la partie dégradée du peuplement doit être récoltée. Il conviendra notamment d'exclure de la coupe les arbres d'intérêt écologique en les intégrant à de petits bouquets d'arbres pour assurer leur survie. En l'absence d'arbres d'intérêt écologique avant la coupe, conserver 10% en surface du peuplement initial comme refuge de la biodiversité.

Il est conseillé de maintenir les éléments favorables à la biodiversité (notamment bois mort sur pied et au sol), les lisières.

Les essences à planter et les densités de plantation doivent être conformes aux arrêtés MFR applicables.

Le travail du sol devra exclure le labour en plein et le dessouchage, ainsi que l'utilisation de produits chimiques, pesticides, engrais ou autres substances chimiques susceptibles de dégrader l'intégrité des écosystèmes notamment aquatiques.

Accompagnement du projet :

Le projet doit être accompagné par un gestionnaire forestier professionnel ou un expert forestier.

Opérations financées :

Le financement peut couvrir en tout ou partie les travaux de plantation (en plein ou en enrichissements), ainsi que les entretiens des quatre premières années, y compris la maîtrise d'œuvre.

Les éventuels regarnis seront à la charge du propriétaire.

Le financement sera majoré si le projet intègre des actions visant à conserver ou restaurer la biodiversité (identification et conservation d'arbres porteurs d'habitats pour la faune, préservation voire extension d'une zone humide, mise en place d'une zone de libre évolution, etc.).

Aides publiques :

Ces financements sont cumulables avec des aides publiques si celles-ci ne dépassent pas 50% du montant des travaux.

Si le projet est éligible à une aide inférieure ou égale à 50% des coûts des travaux, alors le bénéficiaire sera tenu de la solliciter et pourra être assisté par MaForêt s'il le souhaite.

Si le projet est éligible à une aide supérieure à 50% du montant des travaux, alors MaForêt informera le Bénéficiaire des possibilités qui lui sont offertes compte tenu de la réglementation applicable.

Annexe 2

Documents à fournir pour recevoir le financement

- Extrait de matrice cadastrale
- S'il s'agit d'un groupement forestier ou d'une SCI, copie de l'autorisation de l'assemblée générale
- Mandat et lettre d'engagement signés par le propriétaire, habilitant MaForêt à faire certifier le projet par le Label Bas-Carbone (documents administratifs fournis par MaForêt)
- Photos prises à hauteur d'homme, datées de moins d'1 an, montrant l'état actuel du peuplement. Au moins une photo par parcelle. Les photos doivent être prises avec la géolocalisation activée.
- Carte avec délimitation géographique du projet s'il ne suit pas les limites cadastrales (ou partage sur l'application internet gratuite MaForêt)
- Attestation caractérisant le dépérissement intense le cas échéant :
 - soit attestation caractérisant le dépérissement intense en utilisant la méthode DEPERIS (datée et signée par un professionnel forestier)
 - soit, pour les peuplements scolytés, courrier du CRPF délivrant un avis favorable à une coupe d'urgence ou coupe extraordinaire pour motif sanitaire
- Attestation d'Indice de Biodiversité Potentielle, établie avant la coupe, datée et signée par un professionnel forestier
Ce document n'est pas obligatoire pour les peuplements scolytés qui ont fait l'objet d'une autorisation de coupe d'urgence délivrée par le CRPF.
- Attestation d'adéquation des essences à la station et de classe de fertilité, datée et signée par un professionnel forestier (modèle proposé par MaForêt)
- Descriptif technique de l'itinéraire et des co-bénéfices environnementaux et socio-économiques attendus (document fourni par MaForêt à compléter)
- Copie du CBPS+ ou PSG en cours (extrait concerné par le projet), avec si besoin l'avenant intégrant le projet + copie du courrier d'agrément du CRPF
Ce document devra être fourni dans les 9 mois s'il n'existe pas encore.
- Relevé d'Identité Bancaire du compte qui recevra l'aide

Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU, Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	3	4	15.3	61.2	137.4
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	45	57	-	137.4	

Objet : Projet alimentaire territorial – Conventionnement avec AgroBio Périgord

Votants : 137.4
Pour : 137.4
Abstentions : 0
Contre : 0

Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) du Parc a démarré en 2017 autour des enjeux de la relocalisation d'une alimentation de qualité sur le Parc, et l'obtention d'une subvention dans le cadre du Programme national pour l'alimentation PNALIM.

Les actions ont débuté en 2018 avec un portage partagé entre le Parc, les chambres d'agriculture 24 et 87, et AgroBio Périgord. Elles se sont construites ensuite avec de nombreux autres partenaires autour de 3 problématiques centrales, avec une dimension culturelle forte :

- Développer l'autonomie des gestionnaires de restaurants collectifs
- Développer l'accessibilité des produits locaux de qualité sur le territoire pour les particuliers et pour la restauration collective (travail avec les agriculteurs, sensibilisation des familles)
- Reconnecter la jeunesse avec l'alimentation

En 2019, le Parc a obtenu de l'Etat la reconnaissance de la qualité de sa démarche transversale par l'obtention d'une labellisation « PAT » pour 3 ans.

Le comité syndical du 31 janvier 2023 a voté la mise en œuvre du renouvellement de la labellisation « PAT ». Il s'agira d'une labellisation de niveau 2, attribuée pour 5 ans sans financements spécifiques, mais permettant de faciliter toute la dynamique partenariale et la communication auprès du territoire.

La labellisation demande des engagements partenariaux officiels.

Aujourd'hui, une convention avec AgroBio Périgord vous est proposée. Elle officialisera la collaboration Parc/AgroBio 24 autour de 3 axes :

- Impulser auprès du territoire l'engagement pour une alimentation ancrée dans l'agriculture locale pour la justice sociale, la santé humaine et environnementale.
- Outiller les restaurants collectifs ruraux pour développer une cuisine locale, saine et faite maison, au-delà des objectifs d'EGALIM
- Soutenir la réussite des installations agricoles et la reprise des exploitations

Concernant la restauration collective, la compétence est portée par InterBio Nouvelle Aquitaine en Haute-Vienne, qui délègue cette mission à AgroBio Périgord sur l'ensemble du territoire Parc.

D'autres conventions avec d'autres partenaires vous seront proposées ultérieurement.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

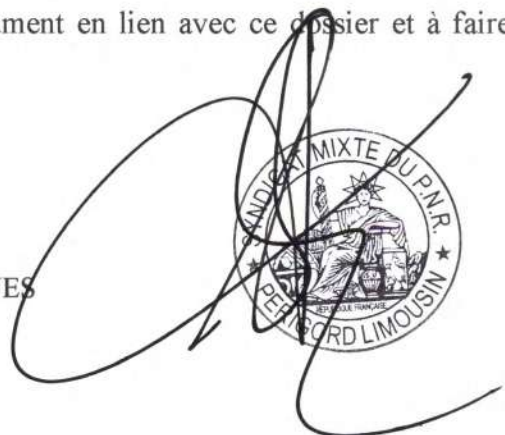
- **VALIDE** la convention de partenariat autour du PAT du Pnr PL avec AgroBio Périgord ;
- **AUTORISE** la présidente à la signer ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier et à faire appliquer la convention.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire **10 OCT. 2023**

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

AgroBio Périgord, 7 impasse de la Truffe, 24430 Coursac
Représentée par Guy FOREST, Président.
D'une part,

Et

Le Parc naturel régional Périgord-Limousin – Maison du Parc, La Barde, 24450 La Coquille
Représenté par Anne Marie Almoester Rodrigues, Présidente.
D'autre part,

PREAMBULE :

AgroBio Périgord est l'association de développement de l'agriculture biologique en Dordogne. Elle existe depuis plus de 30 ans et compte aujourd'hui 650 adhérents, agriculteurs, porteurs de projet agricoles, jardiniers amateurs, consommateurs... Ses activités sont pilotées par un conseil d'administration composé de professionnels et sont mises en œuvre par une équipe de 17 salariés qui interviennent sur l'ensemble du département

L'objectif de l'association est de développer l'agriculture biologique en Dordogne-Périgord.
Pour cela, elle :

- accompagne la conversion en bio des ferme conventionnelles et l'installation des porteurs de projet agricole
- apporte une expertise technique et propose de formations et du conseil aux producteurs pour la conduite de leur ferme en bio (maraichage, élevage, grandes cultures, viticulture...)
- mène des expérimentations et des essais, travaille sur les semences paysannes, étudie et protège la biodiversité et la ressource en eau (Maison de la Semence et programme « Cultivons la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine »)
- soutient la commercialisation, développe les circuits courts et accompagne en particulier les élus et cuisiniers pour introduire des produits bio locaux dans la restauration collective
- informe les acteurs de la bio en Dordogne, favorise les échanges locaux, propose des visites de fermes...

AgroBio Périgord travaille étroitement avec le Parc naturel régional Périgord-Limousin depuis 2016 sur les volets agricole, circuits courts et restauration collective. Il est un partenaire privilégié du Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Le Parc naturel régional Périgord-Limousin a pour mission de protéger et valoriser le patrimoine naturel, culturel et humain de son territoire en mettant en œuvre une politique innovante d'aménagement et de développement économique, social et culturel, respectueuse de l'environnement. L'axe 3 de la charte du Parc est consacré à la valorisation des ressources locales du

Périgord-Limousin et notamment via l'accompagnement du développement de l'agriculture de qualité et la promotion des productions locales. En s'appuyant sur les collectivités et les acteurs du territoire le PNR porte depuis 2017 un Projet Alimentaire Territorial (PAT). En 2019, le Parc et AgroBio Périgord ont signé une convention de partenariat pour faire vivre ensemble ce Projet Alimentaire de territoire. En effet, les principaux volets de ce PAT concernent des missions communes aux deux structures : l'accompagnement des acteurs de la restauration collective dans leurs démarches d'introduction des produits locaux et Bio et la sensibilisation de tous les publics à l'agriculture Biologique.

Au regard de la convergence des objectifs des deux structures, le Parc et AgroBio Périgord ont la volonté d'établir un partenariat ayant pour objectif de conforter et renforcer leurs actions communes sur l'ensemble du territoire Parc.

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objets de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de la mise en place d'un partenariat entre le Parc naturel régional Périgord-Limousin et AgroBio Périgord, afin de collaborer sur des actions incluses dans le Projet Alimentaire Territorial et inscrites dans la demande de labellisation auprès du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Article 2 : DEFINITION DES AXES DE TRAVAIL PRIORITAIRES

Les partenaires valident les axes du PAT présentés ci-après et issus du comité de pilotage du PAT du 28 novembre 2022.

Les actions présentées ci-après constituent la feuille de route des années à venir pour le PAT du Parc. Les partenaires n'excluent pas que ce programme d'action évolue en fonction des opportunités et des enjeux dans les 5 ans à venir.

Axe 1 : Impulser auprès du territoire l'engagement pour une alimentation ancrée dans l'agriculture locale pour la justice sociale, la santé humaine et environnementale.

1.a. Poursuite des actions dans le cadre des actions d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) du Parc :

Contexte : des actions coordonnées par la mission EEDD proposent aux structures d'accueil des jeunes (écoles, centres de loisirs...), des programmes de sensibilisation ciblés autour de l'agriculture locale et de l'alimentation.

1.b. Accompagnement d'enseignants et d'agriculteurs dans le cadre du PAT en vue de préparer des visites de fermes apprenantes.

Contexte : L'IFREE a été sollicité par le Rectorat de l'académie de Limoges pour l'élaboration d'actions pédagogiques relatives à la découverte du milieu rural, des métiers agricoles et de la sensibilisation aux enjeux de circuits courts et de qualité alimentaire. Dans ce cadre, l'IFREE propose l'accompagnement d'enseignants et d'agriculteurs sur un territoire porteur d'un PAT pour préparer des visites d'exploitations agricoles pédagogiques, aux messages et outils de sensibilisation adaptés aux publics cibles.

1.c. Poursuite du Défi famille à Biodiversité Positive / développer les actions en partenariat avec les centres sociaux et structures d'aide alimentaire pour accompagner de nouveaux publics :

Contexte : Expérimenté en 2022 avec les centres sociaux du territoire, le Défi Famille à biodiversité positive, soutenu par la fédération des Parcs, permet de mettre en place sur le territoire des actions collaboratives et concertées avec les publics cibles autour de différents sujets touchant à la préservation de la biodiversité dans le quotidien des habitants. La thématique de l'alimentation au sens large a sa place dans ce programme qui permet de toucher de nouveaux publics, non déjà sensibilisés, vers une aide au changement de pratiques.

1.d. Réalisation d'outils de sensibilisation à destination du grand public sur l'alimentation en Périgord-Limousin

Contexte : Le Parc met à disposition du territoire un certain nombre d'expositions en lien avec ces actions. Il s'agit d'outils de vulgarisation à destination du grand public qui tournent sur tout le territoire. Une exposition sur l'alimentation durable en Périgord-Limousin complèterait avantageusement l'offre actuelle.

Des outils de sensibilisation pourront également être créés pour rapprocher l'alimentation quotidienne de l'histoire du territoire, pour mettre en perspective les messages actuels avec des pratiques existantes par le passé. C'est le cas par exemple des légumineuses qui ont une place historique dans l'alimentation des habitants du territoire. Certaines anciennes fêtes agricoles comme celle de Saint Mathieu autour des haricots blancs peuvent en témoigner. Un travail de collecte autour de recettes à base de légumineuses permettrait de montrer que notre alimentation a de tout temps soutenu l'élevage et les cultures de céréales et légumineuses locales.

1.e. Promotion et développement des circuits courts et de l'agritourisme sur le territoire.

Contexte : AgroBio Périgord édite tous les 2 ans un Guide Bio regroupant ses adhérents vendant en circuit court. Ce guide papier distribué principalement dans les offices du tourisme est aussi doublé par une version numérique.

Axe 2 : Outiller les restaurants collectifs ruraux pour développer une cuisine locale, saine et faite maison, au-delà des objectifs d'EGALIM

2.a. Accompagner la transformation des produits locaux dans les cantines locales notamment par un meilleur équipement des cuisines

Contexte : Les actions conduites ces dernières années ont révélé la grande hétérogénéité des cantines du territoire en termes d'équipement, de formation des élus et des cuisiniers, d'attentes des élus, de motivation, ...), ainsi que les difficultés des cuisiniers à intégrer dans leur quotidien les éléments vus en formation et à rester en contact. Cette action vise une meilleure connaissance de l'état des équipements des cantines du territoire (enquête) et à aider à l'acquisition de matériel (sensibilisation sur les équipements nécessaires pour une cuisine maison, recherches de financement...)

2.b. Former les acteurs de la restauration collective

Contexte : Les enjeux d'une alimentation locale de qualité, ainsi que les solutions pour sa mise en œuvre ont besoins d'être partagés par les élus, les gestionnaires et les cuisiniers pour une mise en œuvre efficace au quotidien dans les restaurants collectifs.

2.c. Faciliter l'approvisionnement de la restauration collective rurale auprès des producteurs locaux

Contextes : La ruralité du territoire du Parc et la présence de petites cantines municipales dans les écoles constituent un réel défi pour l'approvisionnement en produits locaux et frais. Il convient de dépasser cette spécificité pour expérimenter des solutions innovantes adaptés au territoire du Parc, pouvant concerner différents types de restaurants collectifs. AgroBio Périgord est lauréat d'un appel à projet ECOPHYTO II+ qui permettra de renforcer cette action. Certaines collectivités expérimentent des solutions de mobilité partagées... La collaboration avec les collectivités territoriales locales (de la commune à la Région) sera nécessaire pour expérimenter des solutions d'approvisionnement efficaces.

Axe 3 : Soutenir la réussite des installations agricoles et la reprise des exploitations

3.a Renforcer la coopération avec les établissements de formation agricole pour sensibiliser les porteurs de projets d'installation aux besoins alimentaires du territoire.

Contexte : Faire connaître les outils pour évaluer les besoins alimentaires du territoire (ex : PARCEL ou Crater), sensibiliser sur le lien entre production et alimentation, soit via des interventions dans les établissements, soit via la création de boîtes à outil à diffuser.

Faire connaître le dispositif Espace test mais aussi les formations proposées (CPP-AB...) par AgroBio Périgord et ses partenaires aux porteurs de projets.

3.b. Sensibiliser/rendre acteurs les élus locaux sur les questions d'installation, de transmission et de gestion du foncier agricole

Contexte : Les élus locaux souhaitent être mieux outillés sur les dispositifs pour agir sur le foncier agricole et sur l'accueil des porteurs de projets. L'ensemble des dispositifs existants pour agir sur le foncier, les accompagnements proposés aux agriculteurs et les initiatives (ex : ceinture verte) sont mal connus et mériteraient d'être partagés sur le territoire. Des sessions de formation pour les collectivités locales sont à prévoir. La collaboration au moment de la planification urbaine pour la mise en place de projets territoriaux faisant la place aux productions agricoles sera également une piste d'action.

3.c. Améliorer la prise en compte des questions d'irrigation et de préservation des zones humides sur les exploitations en maraîchage et petits fruits

Contexte : La réussite des installations maraîchères sur le territoire est liée entre autres à une bonne anticipation des besoins en eau. Enjeu fort de notre territoire, la

mise en œuvre d'irrigation en maraichage est à croiser avec les enjeux de préservation de la ressource en eau, pour trouver un équilibre entre la viabilité des exploitations et la préservation de la ressource en eau locale, souvent superficielle et donc facilement impactée par des aménagements. La réalisation concertée d'une charte de bonnes pratiques pourrait être étudiée.

La mise en place d'actions sur les fermes des nouveaux installés via le dispositif Maitrise des pratiques pourra être étudié pour optimiser la question de la gestion de la ressource en eau (mise en place de sonde tensiométrique...)

ARTICLE 3 – Détail des engagements conjoints du Parc et d'AgroBio Périgord

Les parties prenantes de la convention s'engagent à coanimer les actions suivantes sur la durée de la convention.

Axe 1 : Impulser auprès du territoire l'engagement pour une alimentation ancrée dans l'agriculture locale pour la justice sociale, la santé humaine et environnementale.

- Développement de l'accueil de scolaires sur les fermes du territoire :
- Sensibilisation et formation des agriculteurs et des enseignants Promotion de l'agriculture biologique
 - Visibilité des agriculteurs bio par l'organisation de visites de fermes
 - Organisation de session d'informations pour les élus et les cuisiniers
- Sensibilisation des porteurs de projets, les étudiants agricoles et les collectivités aux besoins alimentaires du territoire

Axe 2 : Outiller les restaurants collectifs ruraux pour développer une cuisine locale, saine et faite maison, au-delà des objectifs d'EGALIM

- Organisation de sessions d'information et de formation pour les élus et les cuisiniers sur la loi EGAlim ou les plateformes qui approvisionnent la restauration collective
- Communiquer sur les besoins essentiels, humains et matériels, pour la mise en œuvre du cuisine locale et faite maison en fonction des effectifs des cantines

Axe 3 : Soutenir la réussite des installations agricoles et la reprise des exploitations

- Sensibilisation et formation des élus locaux sur les questions d'installation, de transmission et de préservation du foncier agricole
- Accompagnement technique des personnes en test agricole
- Sensibilisation des élus sur les outils et dispositifs fonciers à leur disposition

ARTICLE 4 – Engagements du Pnr Périgord-Limousin pour la réussite du PAT

Le Parc naturel régional Périgord- Limousin s'engage à piloter l'ensemble de l'opération et notamment à :

- Veiller à la cohérence de l'ensemble du Projet Alimentaire Territorial

- Animer les comités de pilotage et proposer des élus locaux, des habitants et des partenaires pour constituer le Comité de Pilotage
- Assurer l'envoi des invitations aux différents comités de pilotage, réunions et formations
- Assurer la partie logistique des éventuels voyages d'étude
- Partager toutes les données en sa possession nécessaires à la mise en œuvre du projet
- Mettre en avant les partenaires sur l'ensemble de ses outils de communication.
- S'assurer de la diffusion des Guides Bio : dans ses locaux, sur les stands des événements locaux voire nationaux auquel il participe, lors des journées de rencontres ou de formations autour de la restauration collective et de l'alimentation locale, sur son site internet dans une rubrique dédiée

ARTICLE 5 : Engagements d'AgroBio Périgord pour la réussite du PAT

AgroBio Périgord s'engage sur les points suivants :

- Proposer des référents professionnels pour participer aux comités de pilotage et aux événements de restitution
- Participer aux groupes de travail
- S'assurer de la réalisation des opérations prévues aux articles 2 et 3 et fournir les comptes rendus le cas échéant.
- Co-organiser avec le Parc les événements liés à l'animation du PAT.
- Fournir les données nécessaires à l'établissement des documents de séance, de formation ou de bilan selon les besoins du PAT.
- Mettre en avant ses partenaires sur l'ensemble de ses outils de communication ainsi que les financeurs et le logo du PAT.
- Communiquer auprès de ses adhérents sur ce partenariat

ARTICLE 6 – Suivi et Pilotage

Le Parc coordonne le pilotage du PAT en associant l'ensemble des partenaires au PAT dans un comité de pilotage (COFIL) conjoint. Le COFIL sera le lieu de décision pour la stratégie et les propositions d'actions conjointes.

Lorsque les décisions du COFIL sont susceptibles d'engager financièrement le Parc ou ses partenaires, la validation définitive de ces décisions devra être faite par chaque structure engagée. Les éventuels partenariats financiers issus de ce travail de coopération donneront lieu à des avenants aux conventions existantes, ou à la création de nouvelles conventions si besoin.

Pour la réalisation des actions choisies, les membres du COFIL du Parc seront susceptibles de constituer des comités techniques incluant davantage d'acteurs pour faire émerger de nouvelles pistes d'actions, de nouveaux partenariats, de nouveaux enjeux locaux...

Les partenaires s'engagent à participer à l'ensemble des COFIL mis en place pour suivre le projet (1 à 2 par an). Chaque partenaire est libre de désigner les personnes qu'il souhaite pour participer à ces comités.

ARTICLE 7 : DUREE

La convention s'inscrit sur une période de 5 ans.

ARTICLE 8 – DENONCIATION DE LA CONVENTION

Toute annulation du fait de l'un ou l'autre partenaire devra intervenir par consentement mutuel des signataires de la convention, sauf cas de force majeure. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de mettre fin à la collaboration par un accord amiable.

En cas de litige, le Tribunal de Périgueux sera compétent.

Convention signée en deux exemplaires originaux, un pour chacune des parties.

Fait à La Coquille, le
Parc naturel régional Périgord-Limousin

Fait à Coursac, le 29/07/2023
AgroBio Périgord

Anne Marie Almoster Rodrigues, Présidente

Guy FOREST, Président

Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : Partenariat entre le PNR PL et l'école supérieure internationale de Savignac : Accompagner la prise en compte des enjeux du développement durable dans le tourisme local

Votants : 152.7
Pour : 152.7
Abstentions : 0
Contre : 0



Dans sa mission Tourisme durable, le Parc accompagne activement les entreprises touristiques pour intégrer les enjeux de la transition écologique et économique dans leurs activités. Pour cela, le Parc propose déjà différentes actions : Marque Valeurs Parc, formations thématiques, partage de bonnes pratiques...

Le Parc s'appuie pour cela sur un réseau d'acteurs impliqués. Or, il est important de pouvoir toucher d'autres acteurs, non déjà sensibilisés.

Le Parc envisage un partenariat avec l'École Supérieure Internationale de Savignac qui proposera à ses étudiants de Bachelor 3ème année, dans le cadre de leur module « Strategy Hospitality », de réaliser le diagnostic interne et externe auprès de TPE du domaine de l'hôtellerie et de la restauration du territoire du PNR. Les étudiants intégreront les sujets du développement durable et de l'ancrage territorial auprès de 10 entreprises touristiques du territoire dans leurs diagnostics et recommandations.

L'école apportera une analyse professionnelle et complète, adossée à un programme d'action, à chaque entreprise volontaire.

Le Parc apportera à l'école et aux étudiants des informations concrètes en matière de transition écologique et énergétique et d'ancrage territorial (sujets peu abordés en classe). Le Parc s'engage à :

Identifier les T.P.E volontaires,

Accompagner les étudiants dans leur compréhension de la culture locale et des enjeux liés au développement durable, à la transition écologique et énergétique (documentation, organisation d'une journée de découverte et de visite, sensibilisation...),

Participer au jury et au suivi et bilan de l'opération.

Pour faciliter la venue sur le terrain des étudiants, le Parc participera aux frais de mission induits par ce projet. La convention jointe à cette note précise les modalités de versement de cette contribution qui ne pourra excéder 1500 € TTC

Outre les aspects méthodologiques de ce partenariat, il permettra aussi au Parc d'avoir une entrée auprès de nouveaux acteurs du tourisme local. Un partenariat similaire en 2022-2023 sur les enjeux d'intégration de la culture occitane comme atout touristique a été très fructueux, amenant des entreprises à mieux s'approprier ces enjeux pour les convertir en offre touristique.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** le partenariat avec l'Ecole de Savignac les Eglises ;
- **AUTORISE** la présidente à signer la convention associée ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES



Syndicat mixte du Parc naturel régional Périgord-Limousin**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

L'an deux mil vingt-trois, le mercredi 4 octobre à 18 heures, le Comité syndical régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle du Minage à Piégut-Pluviers au nombre prescrit par la loi, sous la présidence d'Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES en sa qualité de Présidente en exercice du Parc naturel régional Périgord-Limousin.

Date de convocation : 26 septembre 2023

Étaient présents :

Collège régional : Colette LANGLADE, Edwige GAGNEUR, Marilyne FORGENEUF

Collège départemental : Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Cécile GRASSET, Virginie CHABAUD, Emmanuel DEXET, René MALLEFONT, Bernard JARRY, Alain COUSSY, Jean-Pierre CHALARD, Dominique VILLEVEYGOUX, Gervais LAMARE, Dominique JARDIN, Frédéric GAILLARD, Éric ROULAUD, Lies SWIDERSKI, Stéphane SEYER, Henri SEEGER, Nadia DUFORT, Moïse BONNET, Éric LAFONTAINE, Sébastien FISSOT, Fabien HABRIAS, Muriel GARAUD, Florence FAURE, Cécile DUDOGNON, Sylvie GOURAUD, Marie-Pierre MISSAULT, Isabelle HECKELMANN, Gilbert CHABAUD, Solange COTTA, Paulette LACROIX, Jacques PENICHO, Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Albert VIROULET, Alain DURIS, Christian DESROCHE, Dominique MARCETEAU, Pascal MECHINEAU, Gérard CHAPEAU, Philippe FRANCOIS, Christelle THORE, Jean LEGOFF

Excusés et absents :

Collège régional : Catherine LA DUNE, Mélanie PLAZANET, Jean-Pierre RAYNAUD, Florence JOUBERT, Jonathan PRIOLEAUD

Collège départemental : François BOISSERIE, Mélanie CELERIER

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Kévin COUSSY, Stéphane BERNARD, Catherine PEROUX, Gaëtan MOULY, Alexandre GUYRITS, Géraldine DEPIERRE, Christian JULIEN, Françoise RENET LOWINGS, Séverine DUREISSEIX, Jacques FLORANT, Claudette LORGUE, Frédérique GODARD, Pierre ROUSSARIE, Danielle FAUCHER, Michel AUPETIT, Fabrice KITTING, Jean-François BOYER, Nora SABOURDY SCHNEIDER, Jean-Christophe MAUGAN, Michel MAZEAU, Pascal COURNARIE, Henri LONGIERAS, Laurent BOUCHERON, Aurélie VOISIN, Gérard TRICONE, Christian GAILLOT, Dominique MOLINA, Didier CHEYRADE, Stéphanie MARCENAT, Jérôme SUET, Manuel LORENZO, Claudine PELISSON, Sandrine DENIS, Benoît BATISSOU, , Pierre-Yves DUWOYE, Frédéric ANTOINE, Véronique BRAUD, Bernard GERING, , Christian ALLARY, Pascal CAPEYRON, Laurent MENUT, Franck LAUGERE, Muriel HARTWICH, Jocelyne MAILLARD, Christian SCIPION, Stéphane MAZIERE, Janet VENN-CINTAS, Jean-Paul BONNIN, Marie-Jeanne DARTOUT, Julien MARIE, Aude de COURCEL, Marie-José HEGARAT, Jean-Pierre PATAUD, Jean-Pascal GOUILHERS, Grégoire VILLEDEY, Florence KRAUSE, Christine GAREL, Anouk DARRAS, Valérie DUMAINE, Christine BALLAY, Guillaume BAGNERIS, Philippe BASILE, Denis VINET, Alexandre DURET, Cédric VAN MEERHAEGE, Pierre HACHIN, Roland GARNICHE, Bernard VAURIAC, Claudine LATHIÈRE, Pascal CLUZEAU, Jean-Michel CHABAUD, Francine BERNARD, Michelle CANTET, Annick HUCHET, Loïc GAYOT, Alain CAILLOT, Serge VIROULET, René LALISOU, Francis SEDAN, Pascal DAUBIGNEY, Lucien COINDEAU Michèle ROY, Frédéric DUTHEIL

Ont donné pouvoir :

Collège régional : Jonathan PRIOLEAUD à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Catherine LA DUNE à Edwige GAGNEUR

Collège départemental : François BOISSERIE à Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES, Mélanie CELERIER à Pascal BOURDEAU

Collège des communes, communautés de communes et villes-portes : Gaëtan MOULY à Emmanuel DEXET, Claudette LORGUE à Lies SWIDERSKI, Dominique MOLINA à Chantal GARRIGOU-GRANDCHAMP, Véronique BRAUD à Pascal MECHINEAU, Laurent MENUT à Fabien HABRIAS, Jean-Paul BONNIN à Marie-Pierre MISSAULT, Marie-Jeanne DARTOUT à Bernard JARRY, Bernard VAURIAC à Pascal BOURDEAU, Francine BERNARD à Pascal MECHINEAU

Membres	En exercice	Présents	Présents et représentés	Valeur d'une voix	Total voix par collège	Total des voix
Collège des Régions	8	4	5	15.3	76.5	152.7
Collège des Départements	4	2	4	6.8	27.2	
Collège des communes, communautés de communes et villes-portes	123	40	49	1	49	
TOTAL	135	46	58	-	152.7	

Objet : ANNULE ET REMPLACE délibération n°75-2023

Création de deux emplois en contrat de projet

Votants : 152.7
Pour : 152.7
Abstentions : 0
Contre : 0

Vu l'erreur de date sur le début de mission d'un des contrats de projet dans la rédaction de la Délibération n°75-2023, il est proposé une nouvelle délibération qui annule et remplace la précédente.

En 2022, le Comité syndical a adopté l'engagement du Parc dans la gestion du site Natura 2000 Nizonne pour une durée de trois ans couvrant la période 2023 à 2025 et le budget associé (délibération n°112-2022 et 126-2022 et, nous avons également acté un Projet agri environnemental à l'échelle du Parc pour la période 2023 à 2027 (délibération n°127-2022).

Lors des Comités syndicaux du 31 janvier 2023 et du 26 avril 2023, le Comité syndical a validé l'engagement du Parc dans le CTMA Vienne Médiane et le recrutement d'1/2 ETP en contrat de projet pour répondre efficacement à ce travail partenarial avec les financements associés (délibération n°05-2023 et 46-2023).

Les engagements du Parc dans les différents programmes exposés ci-dessus et un mouvement de personnel ces derniers mois ont nécessité une adaptation dans la création et l'émergence de deux contrats de projets en lien avec la préservation des zones humides, la gestion de Natura 2000 et l'animation des mesures agri environnementale.

Pour répondre à ces besoins, il convient de pouvoir recruter en contrat de projet deux missions : la première en faveur de la préservation des zones humides dans le cadre des missions de la Cellule d'Assistance Technique Zones Humides, la seconde pour la continuité de l'animation du site natura 2000 et la gestion des MAEC. Comme exposé, le financement de ces deux missions sont couverts par des contrats signés par le Parc et ses partenaires.

Pour la gestion des zones humides :

Il convient de procéder à la création d'un emploi non permanent de Technicien chargé de mission zones humides à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35 h à compter du 1^{er} janvier 2024 relevant de la catégorie hiérarchique B, afin de mener à bien le Contrat Territorial Milieux Aquatiques (CTMA) du bassin de la Vienne médiane et de ses affluents et plus particulièrement les actions relatives aux zones humides, le développement des actions dans le cadre des financements de la CATZH liées à l'agence de l'eau Adour Garonne.

Cet emploi est créé pour une durée de 3 ans à partir du 01/01/2024. L'agent recruté sur cet emploi aura la charge de l'animation de la Cellule d'Assistance Technique Zones Humides et Étangs (CATZHE) sur les bassins versants Gorre et Graine, dans le cadre de ce CTMA contrat avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne pour ½ ETP, et sur le bassin de la Nizonne et de la Valouze dans le cadre du contrat avec l'Agence de l'eau Adour-

Garonne pour ½ ETP. Cette mission d'animation se répartira selon les deux volets suivants :

- L'animation territoriale : l'animation d'un réseau de gestionnaires ; l'accompagnement pour la prise en compte des zones humides dans les documents de planification du territoire (documents d'urbanisme, SAGE, SDAGE, PCAET, PAEC, ...), la production d'avis pour des projets impactant les zones humides, l'accompagnement de maître d'ouvrages, la réalisation d'animation pour tous les publics (scolaires, grand public, élus, ...) ; la production d'outils de communication ;
- Le conseil technique : la réalisation de visites et le conseil auprès des propriétaires de zones humides, le conventionnement et la réalisation de notices de gestion pour les propriétaires de zones humides ; le montage de dossiers de financement et l'assistance technique auprès des propriétaires pour restaurer des écosystèmes fonctionnels.

L'agent sera recruté dans le cadre d'un contrat de projet, visé à l'article L332-24 du Code Général de la Fonction Publique, d'une durée de trois ans renouvelable dans la limite du projet.

La rémunération de l'agent sera calculée dans une fourchette de rémunération comprise entre l'indice brut 389 majoré 368 et l'indice brut 597 majoré 503 (la rémunération de l'agent est fixée selon les modalités de l'article 1-2 du décret 88-145 à savoir les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience professionnelle).

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget du syndicat mixte.

Pour la gestion de la zone Natura 2000 Nizonne et des PAEC :

Il convient de procéder à la création d'un emploi non permanent de Technicien chargé de mission natura 2000 Nizonne (3/4 ETP) et gestion des MAEC (1/4 ETP) à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35 h à compter du 1^{er} décembre 2023 relevant de la catégorie hiérarchique B, afin de mener à bien ces missions dans le cadre de la gestion du site Natura 2000 Nizonne et de l'animation du Projet agri environnemental du PNR.

Cet emploi est créé pour la durée couvrant la période du 01/12/2023 au 30/11/2026 inclus.

L'agent recruté sur cet emploi aura la charge de l'animation du site natura 2000 pour 75% du volume horaire annuel de son temps pour assurer les principales actions suivantes :

- informer les propriétaires et exploitants agricoles ;
- mettre en œuvre les mesures contractuelles (Mesures agro-environnementales, contrats Natura 2000...) ;
- porter assistance technique et scientifique aux porteurs de projets du territoire et rendre des avis à la demande des services instructeurs ;
- favoriser la cohérence des politiques publiques et outils de planification (documents d'urbanisme...) avec le document d'objectifs ;
- animer le comité de suivi.

L'animation des PAEC pour 25% du volume horaire annuel se ~~se compose en deux actions~~
distinctes :

- Temps d'animation pour l'élaboration des diagnostics individuels et plans de gestion dédiés
- Temps de coordination, temps préalables aux diagnostics et plans de gestion. L'agent sera recruté dans le cadre d'un contrat de projet, visé à l'article L332-24 du Code Général de la Fonction Publique, d'une durée de 3 ans renouvelable dans la limite du projet.

La rémunération de l'agent sera calculée dans une fourchette de rémunération comprise entre l'indice brut 389 majoré 368 et l'indice brut 597 majoré 503 (la rémunération de l'agent est fixée selon les modalités de l'article 1-2 du décret 88-145 à savoir les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience professionnelle).

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget du syndicat mixte.

Le Comité syndical après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** la création la création des deux emplois dans le cadre décrit ;
- **AUTORISE** la présidente à procéder au recrutement ;
- **AUTORISE** la présidente à signer tout document en lien avec ce dossier.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Certifié exécutoire

Publié le :

La Présidente, Anne Marie ALMOSTER RODRIGUES

